



HAL
open science

Bureaucratie officielle et bureaucratie réelle à la fin de l'empire

Pierre-Étienne Will

► **To cite this version:**

Pierre-Étienne Will. Bureaucratie officielle et bureaucratie réelle à la fin de l'empire : sur quelques dilemmes de l'administration impériale à l'époque des Qing. *Études Chinoises*, 1989, 8 (1), pp.69-142. halshs-00179810

HAL Id: halshs-00179810

<https://shs.hal.science/halshs-00179810>

Submitted on 16 Oct 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bureaucratie officielle et bureaucratie réelle

Sur quelques dilemmes de l'administration impériale à l'époque des Qing

Pierre-Étienne Will¹

Sitôt que l'on quitte le niveau des généralités et des clichés (et pas seulement ceux qu'a produits un Occident tantôt épaté, tantôt dédaigneux), il apparaît nettement que nos connaissances des conditions réelles de fonctionnement de l'administration chinoise sous les derniers siècles de l'empire demeurent assez vagues. Comment une bureaucratie si peu nombreuse, apparemment si mal formée, a-t-elle réussi à maintenir l'ordre et même une certaine prospérité dans un pays immense, et pendant de très longues périodes ? Comment, soumis à un déluge d'instructions tatillonnes et d'obligations paperassières, menacés à chaque geste d'être censurés et sanctionnés, et tout à la fois obligés de tourner les règlements pour survivre, les fonctionnaires disséminés dans le territoire trouvaient-ils le moyen de contrôler et de gouverner une société innombrable, mouvante, travaillée de particularismes, structu-

1. Pierre-Étienne Will est Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Nombre de considérations présentées dans cet article ont été discutées en 1988-1989 dans le cadre du séminaire d'Histoire économique et sociale de la Chine prémoderne, dont les participants sont ici remerciés, au même titre qu'Yves Chevrier et Françoise Sabban pour leurs remarques.

rée par ses propres institutions coutumières et ses propres réseaux de pouvoirs ?

La vision commode d'une masse docile et éparpillée, supervisée par une élite d'intellectuels sentencieux, indolents, corrompus ou, suivant les cas, dévoués jusqu'à l'autosacrifice, appuyés sur un appareil idéologique et répressif voué à la perpétuation du système, cette vision encore trop répandue a le défaut de l'in vraisemblance. Plutôt donc que de s'émerveiller devant les paradoxes et les hypocrisies de la « bureaucratie céleste »², il convient d'aller voir *comment* elle marchait, puisque aussi bien il lui arrivait de remplir son office.

Ce n'est pas une modeste entreprise. Les généralités et les clichés, ce sont d'abord ceux des sources produites par le système lui-même. Les auteurs chinois — les empereurs dans leurs édits, les hauts fonctionnaires dans leurs mémoires, les lettrés dans leurs traités — ont du gouvernement idéal et de ses perversions des idées informées par toute une tradition bardée de ses précédents, de ses présupposés et de sa rhétorique. Même s'il admet des variantes et des interprétations différentes, ce cadre conceptuel domine la façon dont sont abordés les problèmes courants d'administration. Ce n'est pas qu'il faille l'ignorer — il fait évidemment partie de la réalité ; mais il faut aussi savoir s'en abstraire si l'on veut reconstruire cette réalité dans ses dimensions plus concrètes, en avoir une vue véritablement opératoire.

Ce travail de reconstruction, les historiens s'y sont déjà essayés, mais il me semble que la tâche n'en est qu'à ses débuts. Les données utiles sont dispersées à travers une infinité de sources qui souvent ne les

2. La formule a fait fortune ; rappelons qu'elle n'est pas d'Étienne Balazs, mais des éditeurs du recueil posthume de ses études publié sous ce titre (Paris, Gallimard, 1968). Jolie formule au demeurant, mais pas spécialement heureuse quand on y songe ; ou bien l'on entend « céleste » comme synonyme plaisant de « chinois », à la manière des auteurs du XVIII^e siècle, des journalistes de la Belle Époque ou de certains polygraphes contemporains, ou l'on prend le terme au pied de la lettre et dans ce cas il ne convient guère : il existe bien une bureaucratie céleste mais elle est, précisément, au ciel, où elle reproduit fidèlement les hiérarchies de la bureaucratie terrestre étudiée par Balazs.

fournissent qu'indirectement ; et celles qui les présentent « à plat », comme les archives administratives, commencent seulement d'être exploitées. Outre les archives, pourtant, il existe une catégorie de textes techniques, rédigés par des praticiens, qui nous introduisent directement aux problèmes de l'administration au quotidien. Des deux ouvrages reçus par la revue qui servent de point d'appui à ces pages, le premier, une adaptation anglaise du *Fuhui quanshu* de Huang Liuhong, relève précisément de cette catégorie³. L'autre, l'étude de James Cole sur Shaoxing⁴, s'attache dans une perspective et dans un contexte très différents à certains aspects de ces *realia* administratifs dont la connaissance m'apparaît indispensable pour renouveler une approche théorique qui ne rend pas compte de façon satisfaisante du phénomène bureaucratique en Chine.

I

Le texte récemment présenté par Djang Chu sous le titre *A complete book concerning happiness and benevolence* est en fait un des plus célèbres parmi ces « manuels de fonctionnaires » publiés depuis les Song à l'usage, surtout, des magistrats de sous-préfecture, autrement dit des bureaucrates directement placés au contact de la population et confrontés avec la charge de travail et les responsabilités les plus lourdes — et de loin — de toute la fonction publique⁵. La rédaction du traité de Huang

3. Huang Liu-hung, *A complete book concerning happiness and benevolence : a manual for local magistrates in seventeenth-century China*, présentation, traduction et notes par Djang Chu [Zhang Chu], Tucson, The University of Arizona Press, 1984 ; xvi, 656 pages. *Fuhui* : le « bonheur » qu'assure au peuple la « bienveillance » impériale relayée par les fonctionnaires locaux.
4. James H. Cole, *Shaohsing : competition and cooperation in nineteenth-century China*, Tucson, The University of Arizona Press, 1986 ; xvi, 315 pages.
5. Comme on sait, la bibliographie chinoise traditionnelle réserve une catégorie spéciale à ces ouvrages (sous le nom de *guanzen*), laquelle recouvre en fait une assez grande variété de genres sur lesquels il n'est pas possible de s'étendre ici.

Liuhong date de 1694, la première édition connue est de 1699⁶. On en connaît une douzaine d'autres jusqu'à la fin du XIX^e siècle, qui témoignent de la réputation durable de l'ouvrage. Réputation internationale même, si l'on tient compte de l'excellente édition annotée en japonais publiée par Obata Yukihiro en 1850⁷. Qu'en est-il de l'édition anglaise ?

La version de Djang Chu se lit fort bien, mais disons tout de suite qu'on ne saurait la considérer comme une « traduction » au sens littéral, et encore moins scientifique, du terme. Tout d'abord, le pourcentage du texte effectivement traduit fait problème. Certes, l'on sait à quoi s'attendre : le traducteur/adaptateur prévient en avant-propos qu'il a occasionnellement résumé l'original pour en pallier le côté verbeux et répétitif (dit-il), et qu'il a sauté, mais dûment signalé, un certain nombre de sections jugées superflues, la traduction mot-à-mot donnant, paraît-il, un texte deux fois plus long que ce qui a été publié.

6. Ou plutôt les deux premières, car, outre l'édition du Jingshutang considérée comme l'« originale » par Djang Chu, l'Université Columbia en possède une publiée par le Zhongshutang, rigoureusement identique (y compris l'appendice final, disparu des éditions ultérieures), datée de même, et portant à la fin du dernier fascicule la même mise en garde contre les piratages (partiellement traduite par Djang, p. 7), lesquels ne peuvent manquer d'être bourrés d'erreurs, etc. L'une des deux est nécessairement un piratage... La page de titre de l'édition conservée à Columbia est un hybride des deux pages reproduites par Djang, p. 8 et 9 : celle de l'« originale » du Jingshutang (p. 8) pour le pseudonyme de l'auteur, le titre (c'est-à-dire sans le *juguan* précédant les caractères *fuhui quanshu*) et le bandeau supérieur ; celle de l'édition « un peu postérieure » du Zhongshutang (p. 9) pour le tiers gauche de la page (la disposition typographique particulière du petit texte de présentation, et bien sûr le nom de la maison d'édition). Tout cela suggère qu'aux yeux des libraires l'ouvrage de Huang Liuhong correspondait à un véritable « créneau ».
7. Récemment rééditée en fac-similé avec une présentation et un index par Yamane Yukio (Tokyo, Kyūko shoin, 1972) ; c'est à cette réédition que je me référerai ci-dessous, en conservant toutefois les numéros de *juan* et les paginations « chinoises » (lesquelles semblent identiques, d'après les quelques comparaisons que j'ai faites, à celles des deux éditions chinoises que j'ai vues, l'une de 1699 et l'autre de 1893). Les références au texte original sont suivies entre crochets des pages correspondantes de la traduction anglaise.

En réalité, non seulement la notion même de « résumé » (contrairement à celle de coupure) ne me semble guère compatible avec celle de traduction, mais une foule de problèmes apparaissent dès qu'on se reporte au texte chinois pour vérifier tel ou tel point de détail. D'abord, un grand nombre de sections omises, souvent fort intéressantes, ne sont en fait pas signalées du tout ; et bien souvent les efforts de « simplification », quand ils ne produisent pas des raccourcis un peu rapides, font simplement perdre la texture de l'original, dont la complexité n'est pas simple verbosité mais reflète celle des réalités décrites. Si la compréhension globale des institutions dont parle le *Fuhui quanshu* n'est guère en cause, certains points techniques n'en ont pas moins été mal compris : ainsi la délicate section sur les vérifications comptables au moment du transfert de poste (3/14b sq. [131-135]), où même avec la meilleure volonté je n'arrive pas à suivre dans la traduction la logique du passage sur la présentation des comptes en « quatre colonnes » (p. 132) (j'admets qu'en chinois non plus ce n'est pas simple). Enfin, dans d'innombrables cas le traducteur s'est autorisé des à-peu-près dont on ne perçoit pas l'utilité, même au nom de la brièveté — au prix, en fait, d'un affadissement du texte, sans parler d'une quantité d'inexactitudes qui ne tiennent nullement à la difficulté, réelle, du vocabulaire spécialisé employé par Huang Liuhong⁸. J'en mentionnerai quelques exemples au passage.

8. Évoquant ses difficultés pour traduire le *Xuezhi yishuo* de Wang Huizu, Balazs parlait de l'« incroyable insuffisance des dictionnaires mis à notre disposition » (*Bureaucratie céleste*, p. 289). Les dictionnaires, même les plus immenses, valent ce que vaut leur *corpus* : or celui-ci n'inclut pour ainsi dire rien du jargon bureaucratique auquel on se heurte, effectivement, dans les textes spécialisés et les pièces d'archives. Le seul manuel d'administration dépouillé dans le dictionnaire de Morohashi est le *Fuhui quanshu*, probablement à cause de son édition en *kambun* et des gloses d'Obata, qu'il reproduit fidèlement. Mais on y trouve aussi le « Vocabulaire expliqué des Six ministères » (*Liubu chengyu zhujie*, 1^{ère} éd. 1742, éd. japonaise 1940), dont il existe au reste une précieuse traduction anglaise : E-tu Zen Sun (trad. et éd.), *Ch'ing administrative terms : a translation of the terminology of the six boards with explanatory notes* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1961). Mais il incombe de toute façon au chercheur de se constituer patiemment son glossaire en usant de ses facultés de déduction, de comparaison et d'intuition...

Cela dit, même s'il ne s'agit aucunement d'une traduction érudite du *Fuhui quanshu*, ni même d'une traduction toujours exacte, *A complete book concerning happiness and benevolence* est un livre qu'on ne saurait trop recommander pour une première approche des réalités de l'administration locale dans la Chine impériale : avec son introduction et son index, c'est, dans une langue facile d'accès, une petite somme sur les problèmes rencontrés par les sous-préfets (les « magistrats ») — une somme moins complète et moins critique, mais aussi moins intimidante, que les ouvrages classiques de Ch'u T'ung-tsu et de John Watt⁹; et en prime on a une voix, celle de Huang Liuhong, un personnage à l'évidence peu ordinaire.

Djang exagère malgré tout lorsqu'il affirme dans son introduction que, « by contrast, most other books of a similar nature both before and after Huang's time were full of moralistic injunctions with little practical information » (p. 2). En fait, outre que Huang lui-même ne dédaigne pas les injonctions moralisantes, les nombreux manuels publiés sous les Qing¹⁰ forment un corpus extrêmement riche en données techniques sur l'administration locale ; et le véritable problème, plutôt que d'extraire ces données des prêches moralisateurs, ce qui est somme toute assez facile, est de faire le tri entre celles qui sont surtout livresques et celles qui procèdent de l'expérience personnelle d'auteurs frottés à des problèmes locaux spécifiques.

9. Cf. Ch'u T'ung-tsu, *Local government in China under the Ch'ing* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1962) ; John R. Watt, *The district magistrate in late imperial China* (New York, Columbia University Press, 1972).
10. La bibliographie critique en reste à faire. Pour une première idée on peut se reporter à l'Appendice IV dans Watt, *The district magistrate*, consacré à plusieurs auteurs d'écrits administratifs d'époque Qing cités dans le corps du livre et à leurs ouvrages. La liste des manuels de fonctionnaires analysés dans Kyôdai Tôyôshi kenkyûshitsu (comp.), *Kanshin mokuji sôgô sakuin* (Kyôto, 1950), comporte 7 titres Song, 4 titres Yuan, 4 titres Ming, et 40 titres Qing. (Il s'agit d'un index des têtes de chapitre des ouvrages de la catégorie *guanzen* conservés à Kyôto, principalement au Jimbun kagaku kenkyûjo; je remercie M. Martin Heidjra de l'Université de Princeton pour m'en avoir communiqué une copie.)

C'est aussi ce qu'il faut faire avec le *Fuhui quanshu* ; mais avant d'y revenir plus en détail, le texte mérite qu'on en souligne la valeur comme document purement historique sur certaines régions de la Chine vingt ou trente ans après la chute des Ming. En effet si la carrière de Huang Liuhong dans les sous-préfectures, pour remarquable et admirée qu'elle ait été, n'a occupé qu'un petit nombre d'années¹¹, il ne nous en a pas moins laissé un document saisissant sur les conditions de vie et les problèmes sociaux dans les localités qu'il a administrées, en particulier à Tancheng dans le sud-ouest du Shandong¹². En ce sens le *Fuhui quanshu* est d'une tonalité très différente des manuels de Wang Huizu décrits par Balazs, où selon ce dernier « le "nous autres" [les fonctionnaires à qui s'adresse l'auteur] ne [se] trouve jamais dérangé par le "eux autres", le peuple, qui joue le rôle des sujets éternellement anonymes, comme les machinistes "invisibles" du théâtre Kabuki qui se déguisent en noir »¹³. Les « machinistes » chez Huang Liuhong sont parfaitement visibles.

Situé à la limite du Shandong et du Jiangsu, Tancheng n'est certainement pas, vers 1670, le poste rêvé pour un fonctionnaire frais émoulu soucieux de faire fortune sans rencontrer trop de difficultés : soumise à de lourdes charges du fait de sa position stratégique sur un axe de communication très fréquenté par les courriers officiels, c'est aussi une localité misérable et un foyer de désordre endémique¹⁴. Aux conditions

11. Un passage de deux ans (1670-1672) à Tancheng (Shandong), interrompu par le congé obligatoire de deuil après la mort de son père, et trois ans (1675-1678) à Dongguang dans l'actuel Hebei.
12. Rappelons ici le parti qu'avec son talent habituel Jonathan Spence a réussi à tirer de ces indications dans *The death of woman Wang* (New York, The Viking Press, 1978), qui a pour cadre Tancheng. Les détails sur Tancheng et Dongguang dans le *Fuhui quanshu* apparaissent sous la forme d'exemples et de « cas » intégrés par l'auteur à son exposé, parfois directement cités de correspondances administratives extraites de ses archives personnelles.
13. Cf. *La bureaucratie céleste*, p. 270. Il sera plus longuement question de Wang Huizu (1731-1807) dans la suite de cet essai.
14. Tancheng se trouve sur la route postale menant de Pékin à Suzhou (l'une des deux capitales provinciales du Jiangsu). A la fin du XVIII^e siècle comme à l'orée du XX^e le poste de magistrat de Tancheng était un poste « à trois

naturellement peu favorables de la région s'ajoutent les effets cumulés des désastres naturels qui se sont multipliés depuis la fin des Ming, culminant avec un épouvantable tremblement de terre en 1668, et ceux des combats et pillages qui ont marqué les décennies de transition dynastique. Comme dans tout le massif du Shandong, le banditisme et le *warlordism* local ont fleuri à la faveur de ces circonstances¹⁵ ; et à Tancheng le banditisme pose des problèmes de répression d'autant plus délicats que les hors-la-loi n'ont qu'à franchir la frontière du Jiangsu pour se trouver hors de portée des forces de police locales (lesquelles, comme on verra, sont des plus modestes).

Aux deux thèmes de la pauvreté et de l'insécurité, qui reviennent dans des termes qui n'ont rien de rhétorique à toutes les pages du *Fuhui quanshu* où il est question de Tancheng, s'ajoute celui particulièrement frappant de la violence au quotidien. À l'encontre des femmes, déjà, comme l'illustre cette cause célèbre qu'est devenu le meurtre de la « femme Wang » par son époux, mais il vaut aussi de parcourir — même si elles ne se rapportent pas spécifiquement à Tancheng — les sections

caractères » (*chong*, « très fréquenté », *fan*, « avec beaucoup d'affaires à traiter », *nan*, « avec beaucoup d'insécurité »), conséquemment classé comme « important » (*yaoque*) : cf. respectivement la liste des postes de l'empire en 1796 reproduite dans Liu Ziyang, *Qingdai difang guanzhì kao* (Pékin, Zijincheng chubanshe, 1988), p. 473 ; et l'édition 1904 du *Juezhì quanlan* (autre nom du *Jinshen quanshu*, l'annuaire des fonctionnaires de l'empire) rééditée dans la collection Jindai Zhongguo shiliao congkan ser. 3 (Taipei, Wenhai chubanshe, 1967), section *xiang* p. 75b, ainsi que la section *yuán* p. 10a pour la route postale Pékin-Suzhou. Huang Liuhong (3/2a [109-110]) dit que Tancheng est « communément qualifié de “très fréquenté” et de “pénible” [à cause des arriérés d'impôts] » (*su hao chong pi*). Sur ces classifications, établies en réponse à un édit impérial de 1655 (cf. *Qingchao wenxian tongkao*, 55/5367), voir Ch'u T'ung-tsu, *Local government under the Ch'ing*, p. 15 ; et G. William Skinner, *The city in late imperial China* (Stanford, Stanford University Press, 1977), pp. 314 sq.

15. Pour un tableau impressionnant des combats et de la désintégration de l'ordre public au milieu du xvii^e siècle dans une grande partie du Shandong, voir Frederic Wakeman, *The great enterprise: the Manchu reconstruction of imperial order in seventeenth-century China* (Berkeley, University of California Press, 1986), pp. 424-436, 491-494, 699-703, 786-792.

consacrées au viol et à l'adultère dans les chapitres judiciaires (19/16a-26a [431-443]) : cruelle en général, la société rurale au xvii^e siècle l'est doublement à l'égard de sa moitié féminine.

Un autre détail remarquable, et qui alarme grandement Huang Liuhong pendant sa magistrature au Shandong, est la banalisation du suicide (15/3a-5b [355-358]) : outre l'arrière-plan de misère, de mauvais traitements et de désespoir qu'il suggère, le phénomène participe de la spirale d'agressivité et de brutalité dans les rapports sociaux qui semble marquer l'époque. Le suicide appelle la vengeance et peut servir de prétexte à d'incroyables expéditions punitives, ou à de fausses accusations en justice, quand il n'est pas camouflé en homicide pour impliquer un ennemi qu'on cherche à perdre. La pratique sordide du maquillage des cadavres pour faire croire à un assassinat alors qu'il s'agit de suicides ou même de morts naturelles n'est pas particulière à Tancheng au xvii^e siècle¹⁶, mais elle semble y avoir été fort répandue. Il en va de même des fausses accusations (*wugao*) visant à ruiner un ennemi en le jetant dans les griffes d'une justice qu'il est facile de rendre féroce en glissant les pourboires nécessaires, ou en excitant le bon peuple contre lui¹⁷. Ces procédés sont dénoncés avec horreur par Huang Liuhong, qui en donne

16. On en trouve mention dans certains passages de Hai Rui consacrés à la société villageoise brutale et avide dont il a eu la charge comme magistrat au Zhejiang dans les années 1550 : cf. Ray Huang, *1587, a year of no significance* (New Haven, Yale University Press, 1981), p. 150. Lorsque Huang Liuhong affirme (14/1b [320]) que seules une ou deux accusations d'homicide sur dix sont réelles, cette estimation n'est pas explicitement rapportée à Tancheng ; quant au commerce des cadavres aux fins de maquillage et de fausse accusation dont il est question en 15/2a-b [354], ce serait une spécialité des régions du bas Yangzi...
17. Le récent ouvrage de Keith Schoppa, *Xiang lake — nine centuries of Chinese life* (New Haven, Yale University Press, 1989), pp. 48-49, en donne un exemple intéressant datant de la fin du xv^e siècle : on y voit un magistrat allié à un potentat local du Zhejiang lancer la foule contre deux lettrés irréprochables, lesquels gênent le potentat dans ses projets de comblement illégal du lac auquel est consacré le livre, en accusant tout uniment et très officiellement l'un d'entre eux de désécrire les tombes dans la région à la recherche de trésors.

une description à faire frémir (11/10b-11a [256-257]), et avec lui par de nombreux auteurs de manuels d'administration locale ; et l'on notera au passage que l'insistance de certains spécialistes des problèmes judiciaires pour que soient établies à tout prix la sincérité et l'authenticité des plaintes déposées au *yamen*, le doute systématique qu'ils semblent entretenir à ce sujet, vont à l'encontre de la notion communément admise selon laquelle en Chine l'accusé est présumé coupable¹⁸.

La société décrite par l'auteur du *Fuhui quanshu* (ou impliquée par l'ouvrage lorsqu'on en reste au plan des recommandations) est une société où violence civile et violence publique se répondent, quand elles ne se renforcent pas l'une l'autre. Le paysage semble parcouru en permanence de gens douteux et armés qui circulent en plein jour et risquent à tout moment de créer des incidents¹⁹. Ce ne sont partout qu'hommes de mains, nervis, potentats ruraux et trafiquants d'influence, habiles à terroriser et à ruiner les braves gens et le plus souvent de mèche avec le personnel du *yamen*. Les rapports avec l'administration sont

18. Voir par exemple « Liu Lianfang li song shi tiao » (Dix recommandations pour traiter les plaintes, par Liu Heng), in *Muling shuchao* (six textes extraits du *Muling shu* et recueillis dans le *Qiushizhai congshu* [1886-1890], 8° ce), 6a-14b, en particulier la cinquième recommandation, pp. 8b-9a. Juriste réputé, Liu Heng (1776-1841) insiste sur le fait qu'une fois la plainte acceptée et l'enquête engagée, il n'est plus question que le plaignant propose un « désaisissement à l'amiable » (*hexi*), ce qui permettrait aux faux accusateurs et aux professionnels qui les conseillent de se retirer lorsqu'ils risquent d'être confondus. Voir aussi, dans le même sens, le *Muxue juyao* (1736, préf. 1770, éd. *Rumu xuzhi*, 1892) de Wan Weihai, 3a, concernant toutes les affaires ayant un minimum de gravité ; l'auteur est un « secrétaire privé » expérimenté ayant exercé dans la province du Zhili.
19. Voir par ex. 22/7b-8a [488-489], dans la section sur les *baojia*. Par réaction Huang Liuhong se fait l'avocat d'une société beaucoup plus armée et retranchée derrière ses murs qu'elle ne le sera dans la plupart des provinces de l'intérieur au XVIII^e siècle ; de même les plans pour équiper en armes à feu les *baojia* et les milices (j. 21 et 22, passim) contrastent-ils notablement avec la réglementation du siècle suivant. L'attitude du pouvoir concernant le degré auquel on pouvait laisser les honnêtes gens s'armer pour résister aux bandits — et plus spécifiquement, concernant la diffusion des armes à feu dans le public — a beaucoup varié et reste à étudier de près.

emprunts de brutalité, tant physique que sociale — qu'elle procède des alliances entre voyous et personnel subalterne ou qu'elle fasse normalement partie des règles et soit de ce fait considérée par Huang Liuhong comme inévitable. La limite est souvent peu claire : qu'on lise par exemple le passage sur le triste sort qui attend les chefs de villages de service pour l'année (*painian*), responsables entre autres charges du paiement de l'impôt par les familles placées sous leur contrôle (6/11a-13a [189-190])²⁰. Le fouet est considéré comme le moyen normal pour faire respecter le calendrier fiscal, et il est à peine besoin, tant leur évocation est devenue un lieu commun, de mentionner les brutalités qui accompagnent le fonctionnement du tribunal : la différence est que dans le texte de Huang Liuhong tout cela est mentionné sans pathos, comme des maux qui font horreur mais qui sont là, et qu'un bon fonctionnaire peut tout au plus essayer d'alléger et de mieux contrôler ; comme il peut essayer d'alléger les souffrances des prisonniers enfermés dans les geôles du *yamen*, dont le *Fuhui quanshu* donne une longue description, précise et réellement effrayante (13/1a-10a [307-315]).

Dernier exemple de la manière dont la violence tient le haut du pavé à Tancheng dans ces années : les brutalités de la soldatesque à l'encontre de la population et du petit personnel administratif, détaillées dans un long rapport au gouverneur militaire de la province (5/14a-17a [166-170]) où Huang Liuhong se plaint de l'incapacité des deux officiers stationnés dans la sous-préfecture à contrôler leurs hommes (et à se contrôler eux-mêmes). Pillards, meurtriers et violeurs, les soldats en

20. Le *painian* contrôle en principe 110 foyers, et fait partie des 10 foyers les plus riches qui se partagent la charge de chef de village (*lizhang*) par rotation décennale. Ce système dit des *lijia*, hérité des Ming, est en voie de disparition (du moins sous ces formes) à l'époque où écrit Huang. On notera que le texte précise « dans les sous-préfectures du Sud-Est » avant de narrer la façon dont toute une série de personnages douteux, attachés ou non au *yamen*, fondent sur le malheureux qui vient d'être désigné comme *painian* — précision omise dans la traduction. De même Djang ignore-t-il toute la fin du passage, où Huang examine longuement les moyens d'améliorer le système.

garnison dans la région se comportent comme des soudards en temps de guerre, et rien ni personne ne peut s'y opposer²¹.

De fait, le temps de guerre n'est pas si lointain à l'époque où Huang Liuhong essaye d'administrer Tancheng. Les cicatrices sont bien visibles : dans le paysage, dans l'économie, dans les mentalités. Le lent ravaudage du tissu social est à peine entamé. Charles Hucker, évoquant l'effet stabilisateur des institutions de contrôle rural telles que les *baojia*, les *lijia* ou les groupes d'endoctrinement appelés *xiangyue*, fait la remarque suivante :

The system was effective enough that early modern European visitors to Ming and Ch'ing China commented in astonishment at the orderliness of life among the countless masses despite the scarcity of policemen and other official representatives of state authority²².

Même au terme d'une longue période de paix — disons, au milieu du XVIII^e siècle —, il est douteux qu'un tel état d'équilibre se soit jamais imposé de façon universelle. À l'orée de la dynastie des Qing, dans le recoin du Shandong évoqué par le *Fuhui quanshu*, l'idée d'un bel ordonnancement social fonctionnant sans police paraît franchement incongrue : c'est plutôt d'anarchie qu'il faudrait parler.

*

Face à une telle situation, que peut un magistrat pratiquement laissé à ses seules ressources ? Loin de cantonner l'ouvrage de Huang Liuhong dans le particulier, les conditions singulièrement défavorables qui règnent en Chine du Nord au début du règne de Kangxi donnent un relief

21. Les garnisons (*zhufangying*) dépendent d'une hiérarchie militaire spécifique dont le chef est le gouverneur militaire (*tidu*) de la province ; les fonctionnaires civils n'ont pas d'autorité sur elles et ne peuvent qu'essayer d'entretenir des relations de bon voisinage, comme le fait Huang Liuhong sans grand succès.
22. Cf. Charles O. Hucker, *China's imperial past* (Stanford, Stanford University Press, 1975), p. 311.

exceptionnel à un certain nombre de problèmes permanents, structurels, de l'administration territoriale chinoise à la fin de l'empire. Faute de place je n'en mentionnerai ici que quelques-uns.

Un premier point, souligné à vrai dire par tous les auteurs de manuels pour fonctionnaires locaux, est l'isolement du magistrat, parachuté dans un milieu hostile où tout le monde guette ses faux pas et où chacun n'a qu'une idée : profiter de la proximité du pouvoir pour s'enrichir et renforcer sa position dans la société. Li Fu (1673-1750), qui sera l'un des grands gouverneurs de la période Yongzheng et du début de Qianlong, s'est exprimé brutalement sur cette solitude du magistrat qu'entretient la « collusion des gens de l'intérieur et des gens de l'extérieur »²³ pour « vendre l'information et brader la loi » (*yu qing mai fa*) et, plus généralement, pour le « tenir dans l'ignorance » (*mengbi*) : « Le fonctionnaire est maintenu dans l'isolement (*guli wuyu*) et ne peut qu'assister impuissant au saccage de sa réputation (*zuoting shengming zhi bailie*) »²⁴. Un autre auteur, Xie Jinluan (1757-1820), explique dans un de ses aphorismes sur les difficultés du métier de magistrat que ses familiers et ses serviteurs tenteront positivement d'empêcher ce dernier d'avoir des contacts personnels (*qin*) avec les notables et le peuple, et que « même quand un fonctionnaire a le désir d'être proche du peuple (*qinmin*), il en est trop souvent retenu par ses serviteurs personnels (*jiading*) et ses licteurs (*liyi*), et n'ose rien faire »²⁵.

Il lui est donc absolument nécessaire de se constituer un noyau inattaquable, une équipe sans complicités avec la société environnante et qui

23. Respectivement, les serviteurs personnels du magistrat (*jiading*) et le personnel du *yamen* ; il sera question plus bas des uns comme des autres.
24. « Li Mutang yu Taian ge shu » (instructions à tous les sous-préfets dépendant de Tai'an, par Li Fu), in *Muling shuchao* (cf. *supra*, note 18), 1a.
25. « Xie Tuigu juguan zhiyong » (Avis utiles pour les fonctionnaires en poste, par Xie Jinluan), in *ibid.*, 5a. Wang Huizu, lui aussi, souligne l'isolement du magistrat au milieu de gens qui l'épient et cherchent à l'exploiter, isolement d'autant plus grand qu'il a tout intérêt à éviter d'installer dans sa résidence officielle parents et amis qui risqueront surtout de lui créer des ennuis : cf. *Xuezhizhi yishuo* (1793, éd. *Rumu xuzhi*), 37b-41a (et Balazs, *Bureaucratie céleste*, pp. 276-277).

lui soit exclusivement dévouée — mais sur qui compter ? Les serviteurs personnels attachés à sa maison et engagés par lui n'ont pas bonne réputation²⁶. Pour Huang Liuhong (1/14a) ce sont par définition des gens douteux, car on ne voit pas ce qui aurait pu les pousser à laisser femme et enfants pour suivre un patron qui ne leur paie qu'un petit salaire, sinon l'espoir de s'acoquiner avec le personnel du *yamen* et de partager les « cadeaux » que ce dernier perçoit sous n'importe quel prétexte²⁷ ; pire, certains cherchent à se gagner les bonnes grâces du magistrat par des démonstrations de loyauté et d'ardeur au travail, à seule fin de recevoir des missions de confiance (*xinren*) qui seront une excellente occasion pour se livrer à des exactions. C'est un fait que les serviteurs personnels sont indispensables aux fonctionnaires locaux pour assumer un certain nombre de tâches importantes qui ne peuvent être laissées au personnel local, telles que le secrétariat général du *yamen*²⁸, la gestion du grenier

26. Il faut en fait distinguer, parmi les serviteurs personnels (*jiading* ou *jiaren*), entre les esclaves qui sont la propriété de la famille du fonctionnaire, et les salariés qui se sont mis à son service et gardent la liberté de le quitter ; ces derniers (dont il est plus particulièrement question ici) sont souvent appelés *changsui* (« suivants »). Voir la longue étude de Miyazaki Ichisada sur les clercs de *yamen*, les secrétaires privés et les serviteurs personnels, « Shindai no shori to bakuyū — toku ni Yōseichō o chūshin to shite », in Miyazaki, *Ajia shi ronkō*, vol. 3 (Tōkyō, Asahi shimbunsha, 1976), pp. 323-354, en particulier pp. 333 sq.
27. *Changli xiaobao*, les « petits paquets [qui font partie de] la procédure normale ». Il y aurait une étude particulière à écrire sur la façon dont les civilités à payer aux portiers, appariteurs, majordomes, etc., pour avoir la moindre chance de faire aboutir une affaire, voire simplement de faire passer une missive officielle venant d'un *yamen* de rang inférieur, gauchissaient l'ensemble du processus bureaucratique. Sur la collusion entre serviteurs personnels et agents de *yamen* — un thème obligé dans tous les manuels —, on trouvera un épisode savoureux aux chapitres 99-102 du *Hongloumeng*, consacrés à la courte et peu glorieuse carrière de Jia Zheng (le père de Baoyu) comme intendant des grains au Jiangxi.
28. Le secrétaire général du *yamen* se fait appeler, en toute simplicité, *tang-guan*... L'empereur Yongzheng tentera en vain d'interdire d'employer des *jiaren* pour cette fonction. Cf. Miyazaki, « Shindai no shori to bakuyū », p. 335.

sous-préfectoral (*changpingcang*)²⁹, la garde des portes, et diverses missions à l'extérieur : mais rares sont les magistrats qui, comme Wang Huizu à la fin du XVIII^e siècle, n'en emploient qu'un tout petit nombre, absolument sûrs et qui ne se feront pas détester par leur arrogance et leurs exactions³⁰.

Seuls en fin de compte les secrétaires privés, ces fameux « amis de tente » (*muyou*) supposés connaître tous les arcanes de l'administration, et auxquels le magistrat sous-traite un grand nombre de tâches³¹, sont absolument sûrs, et encore à condition qu'on sache les choisir bien et que s'établisse avec eux une relation de confiance entre *gentlemen*. Au moment de les engager, d'ailleurs, leur futur patron doit prendre la « qualité [du caractère] » (*pin*) comme critère déterminant, avant même le talent (*cai*) et les connaissances (*shi*) (1/12b-13a [80-81])³². On verra

29. Responsable sur ses propres deniers des réserves de grains, le magistrat préfère les mettre sous la surveillance d'une personne dépendant personnellement de lui : c'est ce qui semble s'être fait un peu partout au XVIII^e siècle. Huang Liuhong en revanche, plus dans la ligne du système de délégation hérité des Ming, recommande de désigner un citoyen « riche et expérimenté » comme « chef de grenier » (*cangzong*) (6/3b, omis dans la traduction).
30. Cf. Miyazaki, loc. cit., p. 337, qui donne quelques autres exemples du même type, et *Xuezhi yishuo*, 5b (et en général 4a-6a sur le problème des *chang-sui*).
31. Djang (p. 1) traduit *muyou* par « curtain friends », ces conseillers privés se tenant (d'après lui) cachés derrière un rideau pendant les audiences. En fait *mu* est bien une « tente », les expressions « gouvernement de tente » (*mufu*) et « ami de tente » remontant aux campagnes militaires des Han : elles désignaient alors le groupe d'assistants que le général emmenait avec lui. À certains endroits d'ailleurs Huang Liuhong utilise *mu* comme équivalent de la résidence personnelle du magistrat (*zhai*), c'est-à-dire le lieu où il est en tête-à-tête avec ses secrétaires privés : par ex. 3/8b [non traduit]. Comme on sait, les *muyou* se partageaient essentiellement entre deux grandes spécialités : l'administration fiscale (*qiangu*) et les affaires judiciaires (*xingming*). Un nombre appréciable de manuels d'administration locale leur sont spécifiquement destinés.
32. Djang traduit *pin* par « dependability », ce qui dans le texte de Huang Liuhong est la conséquence de la qualité de caractère (du point de vue du magistrat) ; plus loin il traduit par « character », ce qui est plus satisfaisant. Wang Huizu (*Zuozhi yaoyan*, ed. *Rumu xuzhi*, 3b-4a) consacre un para-

dans la deuxième partie de cet essai que la qualité morale, la sûreté et même la compétence des *muyou* semblent s'être sérieusement détériorées à partir des années 1770 environ, ce qui pourrait avoir eu des conséquences assez considérables. Mais chez Huang Liuhong ils sont le rempart ultime contre les indiscretions et les trahisons.

Et il en a besoin. La résidence personnelle du magistrat est pour ainsi dire en état de siège. Le maître des lieux, s'il suit les conseils de l'auteur, y conserve un certain nombre de documents et de journaliers strictement confidentiels qui lui permettront de se justifier s'il est victime de fausses accusations. Une section qui n'a malheureusement pas été traduite (3/8a-9a, *jin guanfang*, ce qui veut à peu près dire « veiller à bien fermer les portes ») est consacrée aux précautions à prendre pour prévenir toute communication entre l'intérieur et l'extérieur de la résidence — puisqu'aussi bien, on l'a déjà vu, « à l'intérieur comme à l'extérieur, ce ne sont que gens qui cherchent à tromper le magistrat ». Une personne de confiance³³ doit être placée au guichet (*zhuandou*) par où sont passés les documents, et à travers lequel les conversations sont interdites³⁴. Les dossiers apportés chaque jour à la résidence doivent être vérifiés pour s'assurer qu'aucun message à l'adresse des serviteurs personnels du fonctionnaire n'y a été glissé. Les messagers qui viennent rendre compte doivent être tenus à distance pour les empêcher de lire les documents sur les tables ou de surprendre les conversations entre le magistrat et ses secrétaires privés.

graphe à la nécessité pour le secrétaire privé d'« établir la qualité de son caractère » (*lipin*, expression qu'on trouve aussi chez Huang) afin de gagner la pleine confiance de son patron.

33. En fait, un « jeune garçon honnête » (*laoshi tongzi*) encore assez timide pour fuir les tentations !
34. Ce « guichet » est également mentionné dans le règlement affiché à la porte de la résidence privée du magistrat par Huang Liuhong à son arrivée à Tancheng (2/18b [non traduit]) ; en l'absence de description plus concrète, j'imagine un dispositif similaire aux tourniquets pour faire passer les colis dans les bureaux de poste. Le dictionnaire de Morohashi, qui donne le passage du *Fuhui quanshu*, 3/8b, comme seul exemple, reproduit la glose d'Obata: « Un coffret contenant les formulaires des plaintes en justice (*susong zhuang*) », ce qui est exclu par le contexte.

S'il est essentiel d'éviter toute fuite vers l'extérieur, en l'occurrence l'administration du *yamen*, c'est que cette dernière est par définition « corrompue » au sens où elle entretient des liens permanents (et vénaux) avec ceux au sein de la population qui ont un intérêt quelconque à tourner la loi, ce qui représente un très grand nombre de gens.

Très frappante à cet égard est la symbiose entre les « forces de l'ordre » et le banditisme telle que la décrit Huang. L'introduction au chapitre « Banditisme » (*zeidao*, ou *qi dao*, « arrêter les bandits », dans certaines éditions) affirme tout uniment que les policiers (*buyi*) chargés de cette tâche « sont eux aussi des criminels » (*yi zei ye*) (17/1b)³⁵. Et d'expliquer plus loin (3a-b [381]) que ces « individus rusés qui méprisent la loi » (*jiangui bufu zhi tu*) dépendent des brigands pour leur vêtement et leur nourriture : « Les bandits importants leur remettent un tribut régulier, les petits voleurs leur fournissent leur argent du mois »³⁶. Il n'est donc guère surprenant que lorsqu'on les envoie arrêter leurs bailleurs de fonds ils soient d'une efficacité douteuse. Pire, le « milieu » a des antennes jusqu'au coeur du *yamen* : dans un passage (9b-10a [385]) qui évoque irrésistiblement l'étroitesse des liens entre les représentants de la loi et le monde de l'illégalité dans les premiers chapitres du *Roman du bord de l'eau*³⁷, Huang montre comment les bandits de grand chemin sont en contact quotidien et intime avec l'entourage des fonctionnaires en titre (*guanfu zhi zuoyou*), les clercs de *yamen* (*lixu*) et les chefs de la police (*touyi*), sont dans les meilleurs termes avec les potentats ruraux

35. Djang traduit *buyi* (litt. les agents de *yamen* chargés des arrestations) par « constable », ce qui n'est pas très heureux dans la mesure où la littérature anglo-saxonne se sert en général du terme pour désigner le *dibao*, sorte de chef de village investi de charges multiples. On ne voit pas comment les mots *yi zei ye* ont pu donner « were originally either criminals themselves or their close associates » (p. 379) : pour le coup, ce n'est pas rechercher la concision !
36. Respectivement *gong qi changli* et *na qi yueqian*. On notera l'expression *changli*, déjà rencontrée (ci-dessus, note 27), où *li* est le même mot que celui désignant les précédents érigés en règlement par le gouvernement.
37. Voir à ce sujet mes remarques dans « Du bord de l'eau à la forêt des lettrés. Deux romans chinois en français », *Critique*, 411/412 (1981), pp. 771-796. Après tout Tancheng n'est pas très loin du Liangshanpo...

(*difang haogun*) et les officiers des postes militaires, si bien que « le moindre mouvement du côté des autorités qui pourrait concerner leurs activités leur est rapporté nuitamment et en secret par leurs partisans (*dangyu*) ». La trahison est partout : hors du secret le plus absolu, sans la plus grande rapidité, inutile de monter une quelconque « opération »³⁸.

Description extrême, peut-être, mais qui correspond à une configuration tout à fait courante³⁹. Certes, l'incidence du banditisme a dû sérieusement diminuer dans le courant du XVIII^e siècle. Pour en rester au Shandong, où le problème a toujours été considéré comme très préoccupant, Fang Guancheng, brièvement gouverneur de la province, note dans un mémoire adressé au trône à la fin de 1746⁴⁰ qu'au cours des années récentes les « grands repaires et les concentrations de brigands » (*juwo jidao*) ont été progressivement éradiqués, que les cas de vols avec violence (*qiangjie*) se font plus rares, de même que les attaques de voyageurs sur les routes, mais pas les petits cambriolages (*shuqie*). Or les cambriolages qui l'inquiètent et qui motivent son rapport n'ont rien de banal, puisqu'ils ont eu lieu dans les bâtiments officiels d'un certain nombre de sous-préfectures importantes, lesquels ont été « visités » par des gens qui ont percé des tunnels pour arriver à leurs fins. Même si le gouverneur soupçonne des éléments extérieurs à la province, il serait

38. J'emploie à dessein ce terme du jargon militaire : que l'on se reporte au long récit (17/13b-15a [390-393]) du raid opéré par Huang Liuhong, au terme d'une enquête digne du juge Ti, sur la retraite fortifiée d'un hors-la-loi particulièrement redouté.
39. Pour le grand nombre de manuels et autres textes mentionnant la collusion entre gendarmes et voleurs, voir Ch'u T'ung-tsu, *Local government in China under the Ch'ing*, p. 243, n. 132. Cole, *Shaohsing*, p. 63, signale des cas comparables aux alentours de 1911 à Shaoxing, où en outre interviennent des complicités dans le cadre des sociétés secrètes.
40. In *Fang Kemin gong zouyi* (1851), 1/4a-5b, daté Qianlong 11/11/20. Sur Fang Guancheng (1698-1768), l'un des plus remarquables gouverneurs provinciaux d'une période qui en a compté beaucoup, voir Arthur W. Hummel, *Eminent Chinese of the Ch'ing period* (Washington, D.C., 1943), pp. 233-235, et P.-E. Will, *Bureaucratie et famine en Chine au 18^e siècle* (Paris, Éditions de l'EHESS, 1980), pp. 27-28 et passim.

surprenant que l'espionnage préparatoire auquel (dit-il) ils ont dû se livrer n'ait pas inclus quelque contact avec les gens du dedans⁴¹.

Quoi qu'il en soit, il est assez frappant qu'à l'apogée de la *pax manchurica*, à un moment où l'État passe pour plus fort que jamais, pareille insécurité puisse régner jusqu'à l'intérieur des bâtiments gouvernementaux, et qu'un gouverneur de province puisse en faire mention directement à l'empereur sans sentiment apparent de culpabilité (sinon sans inquiétude) : l'objet du mémoire est de demander que les gouverneurs des provinces voisines surveillent un peu mieux les gens qui quittent leur territoire.

En réalité, il vaut peut-être de le souligner au passage, la faiblesse et la relative inefficacité des forces de surveillance et de répression est, d'une certaine manière, un choix délibéré. Le style de gouvernement local poursuivi par les Qing, même au plus haut de leur pouvoir, se caractérise non seulement par la recherche du moindre coût, mais encore par le souci de fragmenter les pouvoirs de police entre de multiples hiérarchies non congruentes, tant civiles que militaires. L'objectif est d'empêcher que se constitue un quelconque monopole de la force dans les provinces ; et comme l'a montré William Skinner, le « cœur » démographique et économique des régions est de ce point de vue laissé encore plus à découvert que les périphéries qui en contrôlent les accès : en cas de troubles graves le gouvernement prendra le temps de concentrer sur place des troupes venues de divers horizons⁴².

41. L'affaire est assez curieuse : d'après l'enquête de Fang Guancheng, il existerait dans la sous-préfecture de Guyuan au Shaanxi certains Musulmans (*yizhong Huimin*) quittant leurs villages chaque hiver et franchissant en troupe la passe de Tongguan avant de se séparer pour aller par petits groupes piller et cambrioler dans les provinces du Nord. Peut-être le caractère répétitif et saisonnier de cette activité leur permettait-il de conserver des contacts dans les lieux qu'ils visitaient ?
42. Cf. G. William Skinner, « Social ecology and the forces of repression in North China : a regional-systems framework for analysis », communication non publiée, Université Harvard, 1979. On trouvera une illustration frappante de ce point dans l'ouvrage de Susan Naquin, *Shantung rebellion : the Wang Lun uprising of 1774* (New Haven, Yale University Press, 1981).

Huang Liuhong, dont la carrière se déroulait dans des temps beaucoup plus troublés que celle de Fang Guancheng, se vante quelque part d'avoir réussi à faire de Tancheng un havre de paix au milieu d'une région ravagée par le banditisme, et ce grâce à la milice bien entraînée qu'il aurait mise sur pieds dans le cadre des *baojia* (21/25b [479]). A vrai dire le reste du texte soulève quelques doutes à ce sujet, et le vaste programme de recrutement, d'armement et d'exercice qu'il énonce dans le même chapitre semble bien théorique. La section sur les dispositifs militaires (*wubei*) dans la monographie locale de Dongguang (Zhili), publiée une quinzaine d'années après le passage de Huang comme magistrat, est d'une tonalité plus modeste et probablement plus proche de la réalité habituelle⁴³ : l'introduction affirme que, même s'il importe de se tenir prêt à l'éventualité de troubles, la paix règne dans l'empire et que ce n'est pas le nombre d'armes et de miliciens qui détermine la « force » (*qiangruo*) d'une petite sous-préfecture. Quant à l'énumération qui suit, elle indique sans indignation apparente qu'une bonne partie du stock théorique d'armes à feu manque et qu'il n'y a plus ni poudre ni boulets...

*

Pour en revenir aux complicités qui lient les hors-la-loi et le petit personnel travaillant dans les *yamen*, faut-il rappeler que dans tous les cas ce dernier offre une cible de choix pour les tentatives de corruption ? La raison en est simple, et bien connue, et Huang Liuhong l'indique clairement dans les considérations évoquées plus haut. Les agents recrutés localement par l'administration des sous-préfectures ne sont pour ainsi dire pas payés, et pas du tout dans le cas des « clercs » (*xuli*) qui ont en charge le travail administratif quotidien dans le *yamen*⁴⁴. Ils

43. Cf. *Dongguang xianzhi* (1693), 3/3a-4a.

44. Les personnels de service des *yamen* (*yayi*) touchent un petit salaire appelé *gongshi* ; le personnel de secrétariat (*xuli*) ne touche aucun salaire (il s'agissait à l'origine de corvées) et est supposé vivre des commissions versées par la population pour toutes les opérations qu'il effectue. Cf. Miyazaki, « Shindai no shori to bakuyū », pp. 324-325. Le principe du paiement à la commission n'est pas en soi absurde (voyez les notaires,

n'ont donc d'autre moyen de survivre, voire de vivre bien, que de monnayer leur part de pouvoir. De là découle une des faiblesses fondamentales de l'administration impériale sous les dernières dynasties : la coupure, quasiment de classe, entre un échelon clérical professionnalisé mais socialement déconsidéré (pour ne pas parler des agents de police, messagers et autres « sbires »), et une hiérarchie bureaucratique prestigieuse dont l'accès lui est interdit. Cette coupure remonte largement aux Song⁴⁵.

La philosophie même d'un système dont une des vertus cardinales était de coûter peu excluait l'idée d'améliorer la fiabilité et la fidélité de cet échelon en lui donnant les salaires et les espoirs d'avancement, mais aussi les contraintes, propres à lui insuffler un peu de cet esprit de corps qui était une des forces de la bureaucratie régulière (qui est une des forces de toute bureaucratie). La lourdeur du financement et de la gestion eussent été insupportables, ou à tout le moins eussent impliqué une écologie administrative⁴⁶ entièrement différente, et donc imposable. Ce qui s'est passé au contraire, c'est que le nombre des « vrais » fonctionnaires, loin de suivre la croissance de la population et des charges de gouvernement, est resté pratiquement constant, la masse des exécutants qui faisaient tourner le système, mais aussi en vivaient, n'ayant cessé de croître corrélativement. De même leur puissance. Celle-ci ne se limite d'ailleurs pas aux administrations locales mais trouve à s'exercer avec éclat dans les bureaux de l'administration centrale — même si on a parfois pu se l'exagérer : j'en dirai un mot plus loin, à propos de l'ouvrage de Cole.

huissiers, etc.) : ce qui fait problème dans le cas présent, c'est l'absence totale d'une instance capable de contrôler le niveau et la légitimité des commissions, et de sévir.

45. Cf. Winston W. Lo, *An introduction to the civil service of Sung China, with emphasis on its personnel administration* (Honolulu, University of Hawaii Press, 1987), p. 23.

46. Si l'on m'autorise cette expression, par quoi j'entends la combinaison particulière de facteurs (densité en agents par rapport à la population, niveau des prélèvements économiques et des frais de fonctionnement, répartition des responsabilités, des compétences et du prestige, etc.) qui définit un système.

Aux problèmes que pose au magistrat la masse des exécutants théoriquement placés sous ses ordres répondent les risques qu'il encourt dans ses rapports avec ses supérieurs, à commencer par celui d'être mal noté. L'attitude plutôt pragmatique recommandée par Huang Liuhong a probablement été celle d'un bon nombre de ses collègues pendant le siècle qui suit sa propre expérience de magistrat : on peut s'en tirer en évitant à la fois les excès de flagornerie et de rigorisme, mais à condition aussi de connaître en vrai professionnel les multiples pièges que comporte la fonction.

Il y a en fait deux plans : celui de l'efficacité du travail et de la qualité des documents dans lesquels on en discute avec la hiérarchie, sur quoi repose la réputation dont on jouit auprès de cette dernière⁴⁷ ; et celui des cadeaux et civilités. Ce dernier point est d'une importance considérable, car il intéresse tout ce qu'on est convenu d'appeler la « corruption » — étant entendu qu'une quantité de distinctions et de définitions s'imposent si l'on ne veut pas faire de ce mot une notion attrape-tout.

La configuration globale n'a guère dû changer au cours des derniers siècles de l'empire : les fonctionnaires locaux prennent sur le peuple plus qu'ils ne sont supposés le faire et financent la hiérarchie au-dessus d'eux sous forme de cadeaux ou d'« aides » informelles. Le problème est inséparable du sous-financement structurel de l'administration territoriale, concernant aussi bien les salaires des fonctionnaires que les frais de fonctionnement les plus élémentaires.

Mais l'ampleur, l'impact, les formes, la « psychologie » même de cette circulation à peine clandestine de biens à travers la bureaucratie ont beaucoup évolué au cours des Qing (pour laisser de côté les périodes précédentes). La situation au début de la dynastie est relativement bien

47. Huang Liuhong insiste beaucoup sur la qualité de rédaction des rapports et requêtes adressés par le magistrat à ses supérieurs. Il donne de nombreux exemples de ses propres missives, qui sont une source précieuse sur les problèmes administratifs de Tancheng et de Dongguang : voir en particulier le *juan* 5. Et il note quelque part que la réputation bâtie sur ces correspondances lui a évité de sérieux ennuis lorsque certains administrés mécontents ont voulu l'attaquer en haut lieu.

connue⁴⁸ : les surcharges prélevées sur les contribuables alimentent une véritable comptabilité parallèle au sein des provinces, laquelle finance à la fois les bureaucrates eux-mêmes et le fonctionnement de leurs bureaux, au détriment des revenus de l'État proprement dit et de ses possibilités d'intervention. Les réformes de l'empereur Yongzheng dans les années 1720 et 1730 officialisent une partie de ces surcharges, tout en les simplifiant, et surtout les font remettre au gouvernement provincial, ce qui permet d'en clarifier et d'en rationaliser la gestion. Une des innovations majeures, comme on sait, est l'attribution à tous les fonctionnaires d'« indemnités d'intégrité » (*yanglianyin*) égales à plusieurs fois les salaires de base et rendant de ce fait les « cadeaux » beaucoup moins nécessaires, et justifiables.

L'évolution après Yongzheng est moins claire, mais il semble bien que l'inflation, l'accroissement des dépenses somptuaires et des charges de personnel des bureaucrates, celui donc de leurs besoins, aient progressivement rendu sa virulence au phénomène des paiements occultes, à partir surtout de la fin du xviii^e siècle ; quant à la situation dans les dernières décennies du xix^e siècle, elle se caractérise par une vénalité universelle et quasi publique, sur laquelle je reviendrai.

Le *Fuhui quanshu* ne traite de ces questions qu'en pointillé. Les deux sections les plus instructives sont intitulées « maintenir son intégrité » (*jin caoshou*, 4/1a-2a [140-142]) et « servir ses supérieurs » (*chengshi shangsi*, 4/7a-9a [149-150]), auxquelles il faut ajouter celle sur l'« abolition des surcharges » (*ge lougui*, 3/22a-23a [137-139]), importante parce qu'elle traite de la source même des financements parallèles dont il vient d'être question. Idéalement, toutes les surcharges devraient être abolies puisqu'aucune n'est réglementaire, et c'est pourquoi Huang Lihong recourt à la litote pour indiquer que certaines sont indispensables et ne sauraient en aucun cas être supprimées sans mettre en péril la solvabilité et donc l'intégrité des fonctionnaires : « Il en est qu'on peut

48. Grâce essentiellement à l'ouvrage de Madeleine Zelin, *The magistrate's tael : rationalizing fiscal reform in eighteenth-century China* (Berkeley, University of California Press, 1984), centré autour des réformes de l'empereur Yongzheng (1723-1735).

se dispenser de supprimer » (*you ke bu bi ge zhe*)⁴⁹. Il s'agit essentiellement du fameux *haoxian*⁵⁰ (le supplément pour frais de découpage des lingots d'argent), qui servira précisément à financer les « indemnités d'intégrité » à partir des réformes de Yongzheng⁵¹, et dont l'avantage est de peser également sur tous les contribuables et d'être relativement indolore. De ce point de vue, notons-le, le parti adopté par Balazs⁵² de considérer comme « pots-de-vin » l'ensemble des « droits usuels » subsumés par le terme *lougui*, y compris le *haoxian*, revient à ignorer (ou à refuser) la complexité du problème des prélèvements non réglementaires et de la corruption.

Huang Liuhong lui-même suggère une ligne de réflexion lorsqu'il use du terme ambigu de « règle (ou pratique ?) établie » (*chengli*) — en l'occurrence, de longue date (*lilai*), et localement (*difang*)⁵³ —, qu'on trouve aussi bien utilisé pour désigner les créations réglementaires on ne peut plus officielles des différents échelons gouvernementaux ; et de même lorsqu'il souligne qu'il ne s'agit pas de pratiques inaugurées par le nouveau magistrat : ce qu'il préconise, c'est de maintenir stable un système quasi institutionnalisé et largement accepté par la population — de ne pas l'aggraver par rapacité, bien sûr, mais de ne pas non plus déstabiliser l'administration locale en décrétant sans discernement des abolitions irréalistes, dans le seul souci de jouer les fonctionnaires intègres. Cette attitude éminemment pragmatique⁵⁴ n'exclut pas le souci

49. Ce que Djang traduit platement « some... should be retained »; à la rigueur « may be retained » aurait pu aller.

50. Ou *xianhao*, *huohao*.

51. Huang Liuhong dit bien que les surcharges levées au titre du *huohao* servent à « nourrir l'intégrité » (*yang lian*) du magistrat, mais l'expression (sous la forme *yanglian yin*) ne sera institutionnalisée qu'au moment des réformes de Yongzheng.

52. in *Bureaucratie céleste*, p. 285.

53. Ce qui en anglais aurait dû donner « a local practice », et non « a general practice » (p. 137)... Exemple entre mille des à-peu-près de traduction frisant le faux-sens dont le texte de Djang est truffé.

54. Partagée par bien d'autres praticiens. Dans son *Xuezhi xushuo* (1794, éd. *Rumu xuzhi*), 3a-b, Wang Huizu a trois paragraphes respectivement intitulés « l'ancien système ne peut être modifié à la légère », « les surcharges ne

d'élaguer le maximum possible d'abus, comme le montrent certaines considérations sur les différences de « terrain » : dans une région pauvre il va de soi qu'il n'est pas possible de « prendre » (*qu*, ici employé absolument au sens de « se servir »), alors que dans une région riche où il y a des « commissions en vigueur depuis longtemps » (*lilai changgui*) il faut distinguer entre ce qui peut être « pris » et ce qu'il faut abolir pour cause de trop grande impopularité.

Si Huang Liuhong affirme qu'on peut être un fonctionnaire efficace sans pressurer le peuple, il reste vague sur l'origine des fonds qu'il affecte à titre privé à certaines opérations, parfois vitales pour la bonne marche des affaires de la sous-préfecture : ainsi la somme probablement considérable dont il contribue pour acheter « plusieurs centaines de chevaux » et sauver du désastre la poste de Tancheng (28/5b [575])⁵⁵. Faire payer un certain nombre de dépenses publiques de la poche même des fonctionnaires était une politique courante à l'époque Kangxi⁵⁶. On peut supposer qu'en dehors d'une minorité de riches philanthropes, et étant donnée l'origine floue de la plus grande partie des revenus tirés de leurs postes par les fonctionnaires locaux, c'est en fait le produit des surcharges que la grande majorité affectaient, fût-ce indirectement, à ce type de dépense — c'est-à-dire une partie de ces fonds non budgétisés et non comptabilisés, mais qui n'étaient pas pour autant empochés par les fonctionnaires (ou très peu) et servaient d'une manière ou d'une autre au service public.

C'est ce que suggère l'ambiguïté de certains termes chez Huang Liuhong, notamment celui de « dépense publique » (*gongfei*), plusieurs

doivent pas être supprimées à la hâte », et « on ne doit pas réduire de son propre chef les civilités établies par la coutume », qui disent en substance la même chose. (Sur les « civilités » [*yingchou*], voir plus bas.)

55. L'expression *juan zi* (contribuer d'une somme d'argent) implique bel et bien un don, et non une « avance » comme le dit la traduction.
56. C'est particulièrement frappant pour les dépenses d'administration de la famine, par exemple. Ce n'est qu'au tournant du XIX^e siècle que l'on recommencera à pratiquer massivement les retenues sur les salaires des fonctionnaires provinciaux pour financer les déficits qui ne cessent de s'accumuler.

fois associé à celui de « civilités à rendre » (*yingchou*)⁵⁷. Je suppose qu'il ne s'agit pas seulement des frais de réception des collègues et supérieurs de passage, ou des inévitables mondanités, auxquelles Huang recommande de ne pas se soustraire systématiquement en jouant à l'aus-tère, mais aussi de ces « cadeaux de produits locaux à envoyer aux supérieurs » (*kuishang tuyi*) dont le texte indique bien qu'ils sont à remettre à dates fixes et qu'ils entrent dans un système parfaitement réglé (4/7b-8a [149-150])⁵⁸. Mieux même, une note recommande non seulement de ne pas être en retard, mais aussi de s'en tenir à la « règle ancienne » (*jiugui*) et de ne pas augmenter le nombre des cadeaux, car cela ferait précédent et vaudrait au fonctionnaire l'inimitié de ses successeurs ; en d'autres termes, Huang souhaite qu'un système de financement parallèle bien établi et relativement neutre (financement de la cassette personnelle de ses supérieurs en l'occurrence) ne soit pas dévoyé en pratique de corruption trop personnalisée, visant à obtenir des avantages particuliers⁵⁹.

57. « La paie d'un fonctionnaire est limitée, mais ses dépenses en civilités à rendre sont infinies » (3/22a [137]) ; « le fonctionnaire se sert aussi [du *haoxian*] pour nourrir son intégrité et pour les dépenses publiques en civilités à rendre » (ou civilités et dépenses? *yingchou gongfei*) (4/1a [140-141]). Sur le terme *gongfei*, qui désignera plus tard le produit du *haoxian* « légalisé », voir Madeleine Zelin, *The magistrate's tael*, p. 174 sq. et passim. Dans la section du *Xuezhi xushuo* (3b) sur les « civilités dans lesquelles il importe de pas faire de coupes de son propre chef », Wang Huizu écrit : « Partout où on lève des surcharges (*lougui*), il y a nécessairement beaucoup de civilités à rendre. Les fonds sont pris sur la population et affectés aux fonctionnaires. C'est ce que dit le dicton : user des [fonds] publics pour servir les [besoins] publics, ce n'est pas remplir sa besace de fonctionnaire (*yi gong ji gong fei shi huantuo*) ».
58. Il serait intéressant de savoir s'il faut inclure sous cette rubrique les cadeaux d'anniversaire (*shangshou*) que depuis les Song les fonctionnaires se faisaient offrir par leurs subordonnés et dont ceux qui étaient placés au sommet de la hiérarchie provinciale tiraient des revenus considérables : voir à ce sujet Miyazaki Ichisada, « Shori no baibi o chûshin to shite — Chûgoku kanri seikatsu no ichimen », in Miyazaki, *Ajia shi kenkyû*, vol. 3 (Kyôto, Dôbôsha, 1975), pp. 160-167.
59. Ce que manque la traduction, qui ignore cette note et dit simplement : « A gift of local products to the superior may be presented according to

Tout ceci concerne les relations officielles ou officieuses à l'intérieur de la hiérarchie, et un fonctionnaire doué de bon sens et d'expérience, capable de préserver sa dignité mais aussi de saisir les préférences de ses supérieurs, doit pouvoir s'en tirer sans dommage pour sa carrière — tel est du moins le message que Huang Liuhong cherche à faire passer. Mais il est des circonstances où les rapports au sein de la bureaucratie peuvent être beaucoup plus violents, comme on le voit dans l'exposé des incroyables provocations auxquelles les fonctionnaires locaux doivent faire face de la part de certains dignitaires empruntant la poste impériale — à moins qu'ils ne se sentent pas le courage d'y faire face et s'enferment dans leur ville, comme si l'ennemi était aux portes⁶⁰ ! Mais là encore, et contrairement à ses prédécesseurs, Huang Liuhong affirme avoir réussi à éviter de graves ennuis en déployant beaucoup d'habileté et en faisant preuve de fermeté. Il suggère également que peu après son passage à Tancheng le pouvoir central a remis de l'ordre dans le système de communications et que les abus qu'il vient de décrire ont largement disparu, du moins sous leurs formes les plus brutales.

*

Ce qui ressort finalement du *Fuhui quanshu* — et de tant d'autres textes semblables produits au XVIII^e et au XIX^e siècle —, c'est l'impression que le système d'administration locale tel qu'il s'est développé à la fin de l'empire, paradoxal à tant d'égards — mais non dénué de rationalité si l'on tient compte de l'idéal de gouvernement à l'économie qui caractérise les dernières dynasties —, ne peut remplir son office de manière à peu près satisfaisante qu'à une condition, non inscrite dans les statuts : que les magistrats possèdent des qualités tout à fait exceptionnelles, pour ne pas dire surhumaines, de force de travail, d'organisation, de rigueur, de courage, de ruse, et soient capables de verrouiller dès le départ un certain nombre de positions et de décourager les tentatives visant à usurper leur pouvoir — lesquelles sont pour ainsi dire inscrites

tradition ». Il eût été intéressant de savoir de quel genre de produits il s'agissait ; le texte ne parle explicitement que de soieries.

60. Voir là-dessus le long texte en 28/1a-7a [571-577].

dans le système. A cet égard Huang Liuhong était, n'en doutons pas, un fonctionnaire modèle, et si nous avons tant de pages passionnantes, et même hautes en couleurs, sur ses faits et gestes, c'est parce que lui-même en était convaincu.

L'hésitation et l'à-peu-près sont fatals. Le *Fuhui quanshu* abonde en directives édictées par l'auteur pendant son temps de magistrature qui toutes visent à ne rien laisser au hasard et à assurer au fonctionnaire un contrôle absolu de ce qui se passe. Ainsi en va-t-il, pour ne donner qu'un exemple, des « Règlements de la cour » (*tanggui*) promulgués par Huang Liuhong à son arrivée à Tancheng (2/8a-11b)⁶¹, conçus pour maintenir un ordre parfait dans les procédures du *yamen*, faire en sorte qu'on sache toujours qui fait quoi, où et quand, éviter la pagaille et les temps morts, écarter les gens qui traînent sans occupation précise : les audiences et le travail de l'administration doivent être réglés comme du papier à musique.

Autre grand principe, la surprise et l'intimidation doivent décourager la routine comme la dissimulation. Le maître-mot est ici *qin*, « en personne » : le fonctionnaire en titre doit connaître tout le monde, avoir l'oeil à tout, tout relire et tout vérifier, surgir sans préavis, démasquer et terroriser les gens qui essayent de le tromper ou de profiter de leur position, manipuler ses subordonnés de façon à les empêcher de s'organiser... Tous les auteurs de manuels y insistent à un degré ou à un autre, mais en l'espèce Huang Liuhong semble bien avoir été un des plus infatigables : il est douteux qu'ils aient été très nombreux ceux qui, comme lui, faisaient des visites nocturnes impromptues aux portes de la ville pour vérifier qu'il n'y avait pas de fraude sur les tours de garde (22/10b [493]), ou qui prenaient personnellement la tête des patrouilles de nuit hors les murs (21/25b [479])...

On notera à ce propos l'insistance des manuels, comme de la réglementation officielle, sur la nécessité d'une présence aussi fréquente que

61. Djang (p. 98) ne traduit que le court texte général sur ces règlements de la cour (*tanggui*) — « Administrative rules » est bien vague — qu'un nouveau magistrat doit publier à sa prise de poste afin d'imprimer sa marque au déroulement des opérations, et non le long « exemple » (*shi*) donné en annexe, dont il est question ici.

possible des fonctionnaires en titre dans les campagnes : ils doivent s'y rendre (toujours avec une escorte réduite au minimum)⁶² pour enquêter sur les affaires criminelles, régler les conflits de propriété, inspecter l'état des récoltes, etc., etc. Le point est intéressant à souligner car il met en lumière une des contradictions fondamentales du « choix chinois » en matière d'administration territoriale. Idéalement on devrait avoir une société rurale auto-gérée, assurant elle-même le maintien de l'ordre et les tâches administratives fondamentales, y compris la perception de l'impôt, les fonctionnaires se contentant pour leur part d'un rôle de supervision et de comptabilité (et, accessoirement, dispensant leur « vertu ») ; cet idéal⁶³ avait été institutionnalisé, non sans brutalité, par le fondateur des Ming, dont on connaît l'oeuvre réglementaire en matière d'auto-administration villageoise (les *lijia*, *xiangyue*, *liang-zhang*, etc.), mais dont on sait peut-être moins qu'il interdisait aux fonctionnaires, sous peine de mort, de quitter leur ville administrative et de se rendre dans les campagnes⁶⁴. Si la vision de Zhu Yuanzhang n'a pas survécu longtemps à l'épreuve des réalités sociales, certains éléments en ont été conservés, à commencer par la minceur de la superstructure bureaucratique. Celle-ci est en contradiction évidente avec d'autres aspects de la philosophie administrative aux XVII^e et XVIII^e siècles puisque cette dernière prône, précisément, des rapports autant que possible sans intermédiaires entre la population et l'administration sous-préfectorale et encourage les magistrats à circuler dans leurs circonscriptions ; c'est cette contradiction (en même temps que la décadence des *lijia* en tant que pourvoyeurs de travail corvéable para-administratif) qui est à l'origine de la professionnalisation et de la prolifération du personnel subalterne d'exécution, source de tant de maux et cause de tant d'imprécations. À l'origine aussi des équipes de plus en plus nombreuses de secrétaires

62. Pour minimiser les risques d'exactions de la part des membres de leur suite. Le cliché favori est « seul et à cheval » (*danqi*) — non en palanquin et entouré d'une nuée de « satellites ».

63. Excellamment exposé par Ray Huang dans *1587*, notamment pp. 142 sq.

64. Voir sur ce point Ray Huang, *Taxation and governmental finance in sixteenth-century Ming China* (Cambridge, Cambridge University Press, 1974), p. 44.

privés et d'aides de toutes sortes que les fonctionnaires locaux devaient entretenir sur leurs propres fonds.

Dernier principe pour prévenir la dissolution de l'énergie bureaucratique dans le marais sub-bureaucratique : la rapidité est essentielle. Tout comme les attitudes mentionnées plus haut, la rapidité a une fonction qu'on serait tenté de dire structurelle, au sens où son objet est de compenser les faiblesses, précisément, de la structure, l'insuffisance des contrôles et l'absence de fiabilité des relais infra-bureaucratiques, en prenant ces derniers de court. On a évoqué plus haut les vertus de la célérité à propos des opérations de maintien de l'ordre, mais l'insistance sur le respect de délais impitoyables se retrouve partout : ce n'est point tant pour se conformer à la lettre de la loi (laquelle fixe, par exemple, le délai dans lequel le coupable d'un crime doit être retrouvé et arrêté, et d'une manière générale impose des dates de forclusion pour tout), que dans un souci de tenir la machine en haleine, de « cravacher », si l'on me passe l'expression, afin de gêner le plus possible le personnel subalterne dans les trafics et les exactions qui agrémentent l'ordinaire de ses activités et de l'empêcher d'organiser la corruption. Un Liu Heng, pour ne donner ici qu'un exemple, expose de façon concrète et minutieuse la façon dont le magistrat doit instruire aussi vite que possible les plaintes déposées à la cour et garder personnellement le contrôle de tout le processus, jusques et y compris la remise du jugement aux parties concernées : en effet l'accumulation des dossiers et des retards permet aux secrétaires, sbires, avocassiers (*songshi*)⁶⁵ et autres faux témoins d'intervenir, ouvertement ou en sous-main, dans la procédure et d'extorquer un maximum de fonds au plaignant comme aux accusés potentiels⁶⁶.

65. Litt. « maîtres ès plaintes » ; j'emprunte « avocassier », bien meilleur que l'habituel « chicaneur », à Jacques Reclus traducteur de Balazs (*Bureaucratie céleste*, p. 277) — relativement à un passage du *Xuezhi yishuo* où Wang Huizu insiste lui aussi sur la nécessité de faire très vite.

66. Voir « Liu Lianfang li song shi tiao » (cf. *supra*, note 18), *passim*. Ce texte extrêmement détaillé, précis et même vivant est un excellent exemple de littérature pédagogique à l'usage des magistrats procédant directement d'une expérience de terrain.

En bref, la qualité de l'administration territoriale chinoise telle qu'elle était conçue à l'époque des Qing reposait pour l'essentiel sur les qualités personnelles d'énergie, d'ingéniosité et d'acharnement à la tâche de la poignée de fonctionnaires qui en avaient la charge (considérant la masse de la population on est en droit de parler d'une poignée)⁶⁷. C'est d'ailleurs bien ainsi que l'entendaient la plupart des théoriciens, ainsi qu'un empereur comme Yongzheng, profondément anxieux d'améliorer son administration et par ailleurs très « légiste » dans sa démarche (ou sens où il croyait aussi dans la vertu des règlements) : le problème est avant tout de « trouver les hommes » (*de ren*), et en second lieu seulement (ou même pas du tout pour certains) de « trouver des lois » (*de fa*).

En un sens, les Qing ont cherché à combiner les deux. Ils ont dès les toutes premières années de leur installation à Pékin adopté le choix des Ming en faveur d'une administration locale à bas coût — ne serait-ce que parce qu'ils étaient contraints de ramener la pression fiscale au niveau très faible qui était normalement le sien —, et l'ont même accentué en concentrant plus encore qu'avant les charges et la responsabilité de la bonne marche des choses sur la personne du magistrat de sous-préfecture. Plus que jamais donc, tout reposait sur la capacité de ce dernier à y faire face. Mais ils ont aussi institué des garde-fou institutionnels en mettant en place des procédures d'évaluation et de sanction des fonctionnaires qui n'ont pas d'équivalent, du moins à ce degré de précision et de systématisation, sous les régimes précédents⁶⁸. Le même souci de

67. Pour un excellent exposé des qualités attendues d'un « bon » magistrat, voir John R. Watt, « Leadership criteria in late imperial China », *Ch'ing-shih wen-t'i*, 2 (3), 1970, pp. 17-39.

68. Cf. Wakeman, *The great enterprise*, pp. 703-707. Les procédures d'évaluation (*kaocheng*), qui mettaient principalement l'accent sur le travail fiscal et judiciaire des magistrats, comprenaient des « audits » annuels et la « grande notation » (*daji*) triennale. Pour Watt, qui note par ailleurs que les audits annuels se soldaient par de nombreux renvois et rétrogradations, « the Ch'ing government developed what must surely have been the most comprehensive evaluation system of any premodern administration » (cf. « Leadership criteria », pp. 24-25). Les aspects disciplinaires du droit admi-

jouer sur les deux tableaux de la « règle » et de l'« homme » se retrouve dans le fait que la très grande bureaucratisation des procédures de désignation aux postes (en fonction des titres, de l'ancienneté, de la place sur les listes d'attente...) était contrebalancée par la marge d'initiative laissée aux gouverneurs provinciaux pour recommander les meilleurs parmi leurs subordonnés aux magistratures classées comme « importantes »⁶⁹. On peut aussi noter que l'empereur se réservait un droit direct de regard sur la personnalité des candidats sélectionnés par le ministère des Fonctionnaires (*libu*), puisqu'il les recevait *tous* en audience avant de confirmer leur nomination⁷⁰.

Je ne puis m'étendre ici sur le problème complexe de l'efficacité de ces méthodes et de ces institutions, ni sur les distorsions et abus auxquels elles n'ont pas manqué d'être sujettes. Quoi qu'il en soit, l'objectif restait de sélectionner une élite bureaucratique (et non pas simplement intellectuelle ou morale), car, on est obligé d'y revenir, le système était ainsi fait qu'il pouvait difficilement atteindre les objectifs extraordinairement ambitieux qui lui étaient assignés s'il n'était pas peuplé d'hommes hors du commun.

Faut-il en conclure que l'organisation bureaucratique chinoise pré-moderne, à considérer du moins son socle territorial, était fondamentalement imparfaite, au sens où la structure ne se suffisait pas à elle-même et ne pouvait survivre à un personnel incompetent ou insuffisamment motivé ? La question est évidemment plus complexe que cela. L'administration de l'empire a prouvé à maintes reprises sa capacité à survivre à des doses massives d'incompétence et de corruption (au sens le plus négatif du terme) — ou au minimum à se ménager de longs sursis. Mais ce qui est plus important, si l'on peut admettre que le long xviii^e siècle qui va de 1680 à 1820 environ a été globalement une période de bon

nistratif sous les Qing font l'objet d'un long chapitre dans Thomas A. Metzger, *The internal organization of Ch'ing bureaucracy : legal, normative, and communication aspects* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1973).

69. Voir sur ce point Watt, *The district magistrate*, pp. 46-48.

70. Voir, sur cette autre innovation des Qing, l'étude de Huang Shiqing, « Qingdai de yinjian zhidu », *Lishi dang'an*, 1988, 1, pp. 79-86.

gouvernement pour la Chine, et même une période exceptionnelle dans ses décennies médianes, il est clair que même à ce moment le personnel de l'administration territoriale n'était pas composé exclusivement, ni sans doute en majorité, de bureaucrates à la Huang Liuhong. Ce qu'il faut considérer, et que j'essaierai d'esquisser en conclusion, c'est un équilibre subtil entre de multiples facteurs sociaux, politiques, institutionnels, économiques, et pourquoi pas, moraux, et la manière pas toujours aisément saisissable dont cet équilibre s'est modifié dans le temps. Cette dimension diachronique, quelque peu laissée de côté dans les considérations qui précèdent, j'y insisterai plus dans la seconde partie de cet essai, laquelle nous éloignera aussi du terreau des sous-préfectures pour nous faire visiter les bureaux de la capitale.

II

Les observations de Huang Liuhong nous montrent Tancheng dans les années 1670 comme une sorte de jungle. Si le lieu et l'époque sont complètement différents, le même terme s'impose à James Cole dans le bel ouvrage qu'il a consacré à Shaoxing pendant la seconde moitié des Qing : « The law of the jungle that was Shaohsing... » (p. 73).

Pour Cole, la loi de la jungle est dans l'ordre des choses : c'est même le principe qui structure tout son raisonnement. Dans le contexte de pression démographique et de ressources limitées qui est celui de la fin de l'empire, toutes les cellules formant le tissu social et territorial sont en compétition, chacune en lutte pour survivre *mieux* que la voisine. À l'intérieur d'une même localité, la compétition joue horizontalement entre lignages et verticalement entre classes ou groupes sociaux. Au niveau de l'empire, en revanche, elle joue de façon essentiellement horizontale, à travers les efforts de chaque communauté pour exploiter les ressources de celles qui l'entourent, contrôler leurs marchés, minimiser sa contribution matérielle aux entreprises d'intérêt général, acquérir un poids politique plus grand dans le système étatique. Cette compétition universelle — entre lignages, localités, préfectures, régions... —, l'auteur n'hésite pas dans sa conclusion à la qualifier de darwinisme

social avant la lettre (p. 152 : « in all but name ») ; et il affirme ailleurs (p. 141) que si les idées et la phraséologie du « vrai » darwinisme social ont été si bien reçues en Chine à l'extrême fin du xix^e siècle — dans le cas présent à Shaoxing —, c'est précisément à cause de ce contexte, bien antérieur à leur introduction par l'intermédiaire des écrits de Yan Fu.

L'ouvrage est construit en fonction de la double articulation suggérée à l'instant, que Cole résume *in fine* par la formule suivante : « Shaohsing natives survived by competing at home and cooperating abroad » (p. 153). La première partie introduit le cadre naturel et économique formé par les huit sous-préfectures qui composent la préfecture de Shaoxing et consacre des chapitres particuliers à ses différents groupes sociaux. La seconde partie examine les moyens adoptés par les natifs de Shaoxing pour accroître leur influence nationale et prendre l'avantage sur les communautés concurrentes. Ces moyens peuvent être décrits comme une sorte de noyautage de certaines strates de l'appareil bureaucratique ; à ce titre, ils intéressent directement notre sujet⁷¹.

Avant d'y revenir plus en détail, je voudrais signaler ici l'interprétation intéressante donnée par Cole de la fameuse « loi d'évitement » (*huibi*) qui interdisait, comme on sait, à un fonctionnaire d'exercer dans sa province d'origine. Le principe de l'évitement, qui remonte à l'époque des Han et a été suivi pratiquement sans discontinuer jusqu'à la fin de l'empire, partait du souci d'éviter les collusions entre les fonctionnaires et les élites locales — d'obliger les bureaucrates à faire passer leurs devoirs envers l'empereur et l'État avant leurs attaches claniques et régionales. L'isolement total du magistrat dans sa circonscription, souligné plus haut, en est une conséquence, de même que cette distance entre État et société qui présentait au moins l'avantage de rendre plus aisée la défense du bien public face à l'égoïsme des élites, même si c'est parmi elles que se recrutaient les fonctionnaires⁷².

71. C'est aussi pourquoi je m'intéresserai surtout à cette seconde partie et ne ferai qu'occasionnellement allusion aux très riches matériaux présentés dans les chapitres consacrés à la société de Shaoxing proprement dite.

72. Il va de soi qu'elle n'avait pas que des avantages : on sait qu'un des thèmes favoris des représentants du mouvement *jingshi* (ou de « gestion de la

Or Cole propose (pp. 3-4) une autre manière — qui n'est pas nécessairement contradictoire — de considérer ce moyen élégant de diminuer la friction entre l'intérêt supérieur de l'État et les particularismes dont la société chinoise est l'addition. L'avantage de la loi d'évitement, non pour l'État mais pour les fonctionnaires, serait d'éviter à ces derniers d'avoir trop de scrupules à s'enrichir sur le dos de leurs administrés puisque ceux-ci, par définition, ne sont pas leurs compatriotes. Mieux même, pour autant que cet enrichissement est ensuite rapatrié dans la localité d'origine du fonctionnaire sous forme d'aides à sa famille, à son clan et à ses concitoyens — autrement dit, tout ce qu'on attend d'un notable —, on y verrait non de la corruption, mais une manifestation de piété confucéenne et de « loyauté à ses racines »⁷³.

Fort ingénieusement, Cole suggère une configuration semblable dans le monde du commerce : il croit en effet à l'existence d'une « informal mercantile law of avoidance » (p. 51), et l'idée permet assurément de mieux comprendre le phénomène bien connu des colonies marchandes qui essaient dans toutes les provinces pendant les derniers siècles de l'empire. Certains exemples de cette expatriation marchande sont devenus célèbres, tel celui des marchands de Huizhou qui contrôlaient le monopole du sel et de multiples autres secteurs dans la vallée du Yangzi, ou celui des marchands du Shanxi qui ont fini par dominer l'activité bancaire en Chine du Nord, tout en étendant leurs activités dans une grande partie du Sud. Cole fonde ses remarques sur le cas des négociants en grains qui, très certainement non originaires de Shaoxing, étaient de ce fait moins gênés pour spéculer et affamer la population en année de cherté. Le modèle joue aussi bien à plus petite échelle (cf. *ibid.*)

société ») — un Gu Yanwu au xvii^e siècle, un Feng Guifen au xix^e — est la nécessité de réduire la distance entre gouvernement et société locale en permettant à des représentants respectables de cette dernière de s'agréger à l'appareil bureaucratique.

73. C'est à peu près ce que dit Wang Huizu, *Xuezhì yishuo*, 38b-39a, à ceci près qu'il ne parle bien entendu pas de pressurer le peuple, mais simplement de faire profiter ses proches dans la limite des « moyens » (*li*) que procure un poste officiel. Faute de quoi, l'ancien fonctionnaire qui revient dans son pays natal risque de ne « pas pouvoir regarder [ses concitoyens] en face » (*wu yì xiàngjiàn*).

— entre localités voisines —, mais dans tous les cas la logique reste la même : marchand ou fonctionnaire, ceux que vous exploitez et dont vous encourez l'hostilité⁷⁴ ne sont pas des compatriotes, et les profits réalisés à leurs dépens suivant les meilleures règles de la concussion ou de la spéculation le sont d'abord au bénéfice de vos « pays »⁷⁵.

Concernant plus spécialement la bureaucratie, il est effectivement constant que le seul fait d'accéder à l'état de fonctionnaire potentiel (en réussissant aux examens), *a fortiori* d'être nommé dans un poste, surtout lorsqu'il s'agit d'un poste territorial (donc proche des sources de revenu), crée une attente instantanée et insistante parmi les relations proches et lointaines de l'heureux élu, sans parler de gens qui n'avaient jusque là rien à voir avec lui. Tout comme il va de soi qu'on devient

74. Parfois violente : citons ici l'étude de Peter Perdue, « Insiders and outsiders : the Xiangtan riot of 1819 and collective action in Hunan », *Modern China*, 12 (2), 1986, pp. 166-201, qui décrit la façon dont les marchands du Jiangxi se sont attiré la jalousie et la haine des habitants du Hunan en monopolisant quasiment le commerce de cette dernière province et ses profits. Quant aux émeutes de subsistances qui se produisent régulièrement en année de disette, que ce soit dans les régions qui dépendent lourdement des importations de grains (et plus spécialement dans les villes) ou dans celles qui risquent d'être vidées de leurs réserves pour alimenter un marché extérieur, elles ne manquent jamais de prendre pour cible les marchands « étrangers » ; encore les autochtones (les marchands et les grands propriétaires qui leur vendent leurs surplus) sont-ils eux aussi capables de faire preuve d'un extrême cynisme — ce qui limite peut-être la portée de la remarque de Cole —, et ont-ils parfois à en subir les conséquences : voir sur tout cela R. Bin Wong, « Food riots in the Qing dynasty », *Journal of Asian Studies*, 41 (4), 1982, pp. 767-788. Enfin il existe une vaste littérature, tant historique qu'anecdotique, sur les violences que font à l'occasion subir leurs administrés aux fonctionnaires jugés trop corrompus.
75. On trouvera une théorisation intéressante du phénomène d'expatriation académique et marchande dans G. William Skinner, « Mobility strategies in late imperial China : a regional systems analysis », in Carol A. Smith (ed.), *Regional analysis*, vol. 1, *Economic systems* (New York, Academic Press, 1976), pp. 327-364. Skinner fait grand cas des recherches de Cole sur Shaoxing dans cette contribution dont le thème est, précisément, « the export of specialized human talent as a maximization strategy pursued by territoriality based social systems » (p. 327).

fonctionnaire avec l'espoir — pas toujours récompensé — de fonder ou d'accroître la fortune de sa famille ; et tout comme les différents postes de la fonction publique font l'objet d'un classement informel en fonction de leur rentabilité supposée⁷⁶. Mais on a aussi vu que les prélèvements occultes ainsi espérés ne sont pas exclusivement destinés à l'enrichissement des titulaires des postes, et indirectement de leur famille ou de leur localité : une partie considérable va à leurs collègues et à leurs supérieurs sous forme d'aides et de cadeaux. En d'autres termes, la compétition entre clans, localités, etc., pour monopoliser la plus grosse part possible du gâteau est transportée à l'intérieur même de la bureaucratie, par le jeu d'une circulation d'argent sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir.

Mais revenons aux gens de Shaoxing. Si l'on considère la « stratégie de survie » consistant à occuper le plus grand nombre possible de positions dans l'appareil administratif de l'empire, l'originalité remarquable de Shaoxing⁷⁷ est d'avoir débordé le cadre des carrières académiques/bureaucratiques régulières — la voie des examens, où pourtant sa performance reste une des toutes premières de l'empire — pour s'intéresser à un certain nombre de fonctions subalternes ou même franchement officieuses. Cole décrit ainsi trois grands secteurs : les clerks (*li*) travaillant dans les ministères au gouvernement central ; les fonctionnaires locaux subalternes (*zuoza*), en particulier ceux des sous-préfectures de la province métropolitaine ; et les secrétaires privés (*muyou*), déjà rencontrés. L'attitude adoptée par la société de Shaoxing au regard de ces différentes carrières est analysée en termes d'optimisation. Le but

76. On se souvient que Huang Liuhong — comme bien d'autres auteurs de manuels pour fonctionnaires — distingue entre les circonscriptions où l'on peut « prendre » et celles dont la pauvreté est trop grande pour que ce soit admissible. D'après Wang Huizu, « On désigne communément comme "beau poste" (*meique*) une localité où, d'une manière générale, les surcharges (*lougui*) sont relativement nombreuses, et où tout le monde anticipe de partager le revenu annuel établi par la coutume (*sui li suo ru*) » : cf. *Xuezhixushuo*, 4a ; Wang estime au reste qu'« un beau poste n'est pas du tout facile à gérer » (c'est le titre de la section dont est extraite cette citation).

77. Plus particulièrement des trois sous-préfectures qui en constituent le noyau : Shanyin, Guiji et à un moindre degré Xiaoshan.

est, d'abord, de tirer le maximum des ressources existantes — ce qu'on est convenu d'appeler les « talents », autrement dit la masse des lettrés qui n'ont pas passé les examens⁷⁸ ; et ensuite, de gêner la concurrence en bloquant le plus possible de places et en organisant ce qu'on pourrait appeler des filières de recrutement. Ainsi s'est mise en place ce que notre auteur n'hésite pas à appeler la « Shaohsing connection ». Essayons d'en examiner de plus près quelques aspects susceptibles d'éclairer l'ensemble de la construction bureaucratique à la fin de l'empire.

*

L'idée, on vient de le voir, est de trouver des débouchés acceptables (fonctionnaires subalternes), voire honorables (« amis de tente »), et surtout bien placés (clercs du gouvernement central), pour ceux qui n'ont pas franchi la barrière des examens donnant accès aux postes de la bureaucratie régulière, c'est-à-dire la licence et le doctorat. Il se révèle en outre avantageux, pour la communauté prise dans son ensemble⁷⁹, de jouer sur tous les tableaux à la fois. Ainsi assiste-t-on sous la dynastie des Qing au patient investissement par les gens de Shaoxing de diverses positions peu visibles mais stratégiques, et surtout connectées entre elles ; ces positions sont principalement, mais non exclusivement, concentrées autour de la capitale.

Tentons de schématiser le système. La vénalité des titres et des postes, tout à fait légale⁸⁰, permet à ceux qui n'arrivent pas à franchir le cap du *shengyuan* à Shaoxing d'entrer dans la carrière par le biais

78. Cole écrit (p. 127) : « The extent to which the examination system mass-produced rejects and failures, profligately wasting talent, is under-appreciated ». Même au niveau de l'examen préfectoral Shaoxing était affecté d'un quota extrêmement défavorable, ce qui dans une région aussi peuplée et aussi développée culturellement rendait l'acquisition du titre de bachelier (*shengyuan*) plus difficile que presque partout ailleurs en Chine.

79. Et pour certaines familles considérées individuellement : voir les quelques études de cas livrées par Cole, pp. 124-126.

80. C'est le système dit des « contributions [en échange de titres] » (*juanna*). L'ouvrage classique sur la question est Xu Daling, *Qingdai juanna zhidu* (Pékin, Harvard-Yenching Institute, 1950). J'ai eu entre les mains, mais

détourné de l'achat d'un titre d'étudiant de l'Université impériale (*jiansheng*), lequel autorise soit à concourir à l'examen provincial du Zhili (à Shuntian, c'est-à-dire Pékin), avec de bien meilleures chances qu'en province, soit à acheter un poste de fonctionnaire subalterne (inférieur à magistrat, du moins avant 1850) ; ces postes peuvent être rentables, et de toute façon ils font de vous un membre patenté de la *gentry*, avec les privilèges et le prestige que cela comporte⁸¹. Or la compétition pour leur acquisition est intense, car ils sont en nombre limité, et elle le devient plus encore après 1850 lorsque la recherche désespérée de fonds pousse le gouvernement à les brader littéralement, multipliant du coup le nombre des candidats à l'achat⁸². C'est là que la « connection » intervient : les ventes de postes sont gérées par le ministère des Finances (*hubu*), dont le fonctionnement apparaît largement contrôlé (jusqu'à quel point, c'est ce que j'examinerai dans un instant) par ses clercs, lesquels sont en majorité originaires de Shaoxing... Le résultat est un nombre tout à fait disproportionné de gens de Shaoxing dans cette couche de la fonction publique — du moins est-ce ce qu'on mesure dans les statistiques de la fin des Qing présentées par Cole⁸³.

sans l'examiner par manque de temps, un mémoire (non daté) de l'Université Zhengzhi de Taipei portant le même titre, dont l'auteur est un certain Chen Kuanqiang.

81. À Shaoxing Cole décrit ce genre de carrière comme permettant à certaines familles de *conserver* leur statut de *gentry* dans un contexte d'âpre compétition sociale où seule une petite minorité réussit à avoir des lauréats à chaque génération.
82. Outre Xu Daling, *op. cit.*, voir sur ce point Zhang Dechang, *Qingji yige jingguan de shenghuo* (Hong Kong, Zhongwen daxue, 1970), pp. 12-13. Je reviendrai plus loin sur cet ouvrage.
83. Ses calculs se fondent sur des éditions du *Da Qing jinshen quanshu* (l'annuaire des fonctionnaires de l'empire) datant de 1892 et 1904, et indiquent une proportion générale de 1 *zuoza* sur 15 originaire de Shaoxing (Shaoxing n'étant qu'une préfecture sur environ 250, si l'on compte les *zhilizhou*), et de 1 sur 7 au Zhili. Certains postes de *zuoza* sont particulièrement bien représentés, comme celui de gardien de prison (*dianshi*), guère favorable à la bonne réputation des naturels de Shaoxing dans l'esprit du public, mais fort lucratif (1 sur 7 parmi les *dianshi* de l'empire est originaire de Shaoxing).

Mais c'est au niveau des clercs du gouvernement central qu'on peut le mieux parler de noyautage. La prééminence des natifs de Shaoxing parmi le personnel subalterne des bureaux des ministères à Pékin est attestée dès la fin des Ming et semble n'avoir fait que s'affirmer sous les Qing. Elle n'est pas mesurable *stricto sensu*, d'abord parce qu'il n'existe pas de source comparable aux annuaires de fonctionnaires⁸⁴, et ensuite parce que le recrutement des clercs des ministères se passait largement en dehors des cadres autorisés. En effet, l'effectif alloué à chaque ministère étant beaucoup trop bas pour la charge de travail à assurer, ceux qui étaient déjà dans la place engageaient des assistants qu'on s'arrangeait pour payer sur les « présents » coutumièrement remis par les fonctionnaires provinciaux de passage, ou par les acquéreurs de postes vénaux, à leurs collègues métropolitains originaires de la même province⁸⁵. C'est ainsi que le *hubu* — le ministère le mieux pourvu en personnel et apparemment le centre de gravité de la *Shaohsing connection* à Pékin — aurait eu plus de mille clercs travaillant dans ses bureaux, alors que les statuts de la dynastie n'en autorisaient que 244⁸⁶.

84. Rappelons que ces annuaires précisent le titre académique et le lieu d'origine du titulaire de chaque poste dans l'administration régulière de l'empire. Il n'est pas impossible qu'existent dans les archives des listes du petit personnel des ministères, mais aucune à ma connaissance n'a été signalée jusqu'ici.
85. Sur ce système, du moins tel qu'il existait dans la seconde moitié du XIX^e siècle, voir Zhang Dechang, *op. cit.*, pp. 47-48 et passim. Ce type de revenu était alors mis en commun par les fonctionnaires métropolitains originaires d'une province donnée, puis redistribué suivant des règles dont nous ne connaissons pas le détail. Faut-il préciser que certains responsables cherchaient à « truander », ou partaient avec la caisse (*ibid.*, p. 59, n. 5)...
86. Cf. Cole, p. 111, s'appuyant sur Miao Quansun, *Mingdai de xuli* (Taipei, 1969), p. 285. La liste des quotas de clercs dans l'édition 1899 du *Da Qing huidian shili* (148/1a-2a) donne un total de 242, y compris ceux qui étaient attachés à l'administration des greniers métropolitains. Notons que la dichotomie entre clercs autorisés et « disciples » existait aussi bien dans les *yamen* de l'administration territoriale. Les seconds travaillaient pour les premiers, étaient rétribués par eux, mais n'avaient aucune existence légale aux yeux des fonctionnaires en titre. Voir pour les détails et la terminologie Miyazaki, « Shindai no shori to bakuyû », p. 324. Une décision de 1734

C'est là, aux marges de la structure officielle avec ses règles et ses garde-fou, que pouvait se développer librement un système de patronnage et de cooptation faisant, en quelque sorte, boule de neige. Beaucoup parmi les « assistants » recrutés informellement étaient de ces gens de Shaoxing ayant acheté un titre de *jiansheng* pour venir tenter l'examen provincial à Shuntian, qui restaient à Pékin après avoir échoué et cherchaient à trouver un emploi auprès de leurs compatriotes mieux placés⁸⁷. Ils entraient dès lors dans une relation de maître à disciple avec les clercs appartenant au contingent régulier des ministères, avant de rejoindre ce dernier au fur et à mesure des vacances. Il semble aussi qu'un certain nombre de places se soient transmises de père en fils⁸⁸. On

impose aux *yamen* métropolitains de dresser des listes de ces assistants (appelés « copistes », *tiexie*) et de faire garantir (*baojie*) ces derniers par ceux qui les ont engagés (*ibid.*, 146/2a) ; on ne trouve de règlement semblable pour les *yamen* provinciaux, supposés envoyer au ministère des Fonctionnaires un état de leurs clercs-assistants (appelés *bangshu*), qu'en 1846 (*ibid.*, 4a).

87. Un certain nombre prenaient une immatriculation fictive à Wanping ou Daxing (les deux sous-préfectures qui se partageaient le territoire de la capitale) pour échapper aux quotas et à la jalousie dont souffraient les gens de Shaoxing : cf. Cole, pp. 82-84. En 1887 on s'avise d'interdire aux gens immatriculés à Wanping et Daxing d'être clercs dans les ministères... (*Da Qing huidian shili*, éd. 1899, 146/5a).
88. L'appropriation des positions de clercs par certaines familles, qui en héritaient, les vendaient ou les « louaient », pourrait avoir été plus fréquente encore dans l'administration territoriale. Ce phénomène avait déjà conduit un auteur des Song du Sud à parler de « féodalité » à leur propos : cf. Miyazaki, « Shindai no risho to bakuyū », p. 325. Un édit impérial de 1723 se référant aux bureaux de l'administration centrale s'indigne de l'existence d'une catégorie de clercs désignés comme « propriétaires de leur poste » (*quezhu*), qu'ils transmettent à leurs descendants, et qui auraient la haute main sur toutes les affaires traitées, et ordonne bien sûr que cette situation cesse immédiatement : cf. *Da Qing huidian shili* (éd. 1899), 146/1a ; un peu plus loin (1b) un texte de 1726 note que cette pratique « n'a pas encore été entièrement éradiquée dans les provinces ». Il semble en tout état de cause que les règlements qui limitaient la durée des fonctions des clercs à 5 ans aient été, comme ceux qui limitaient leur nombre, très généralement tournés ou ignorés : cf. Tao Xisheng et Shen Renyuan, *Ming Qing zhengzhi zhidu*

assiste en d'autres termes à la mise en place d'un système de recrutement officieux parfaitement contraire aux normes bureaucratiques habituelles : échappant au contrôle des autorités, dominé par les liens locaux et familiaux, et peu à peu constitué en monopole.

Or il arrive que ce monopole prenne aussi l'aspect d'un monopole de la compétence, et cela soulève des problèmes importants, qui débordent d'ailleurs le cadre de la bureaucratie métropolitaine. L'apprentissage auquel sont soumis les assistants (et futurs collègues) recrutés par les clercs des ministères est long et ardu — il peut durer une dizaine d'années. On touche là au cœur du travail administratif, à ce qui fait tourner la machine indépendamment des vicissitudes de la vie politique. Il suffit de feuilleter les archives du gouvernement central des Qing⁸⁹ pour se faire une idée immédiate de la masse de travail et de la technicité des opérations au niveau de l'administration métropolitaine, à laquelle était référée pour vérification et approbation une grande partie des bilans et des décisions émanant des provinces. Dans le cas du *hubu*, par exemple, les services (et donc les clercs) des différents bureaux⁹⁰ devaient recalculer sous-préfecture par sous-préfecture toutes les comptabilités annuelles (*zouxiao'an*) soumises par les provinces, vérifier leur compatibilité avec les budgets types et la réglementation, et contrôler leur cohérence d'une année sur l'autre⁹¹. La présentation des documents,

(Taipei, Shangwu yinshuguan, 1967), 2^e partie, pp. 130-133, et Miyazaki, art. cité, p. 326.

89. Et plus particulièrement, pour ce qui nous intéresse ici, celles du Grand Secrétariat (en cours de publication pour la partie conservée à Taiwan), ainsi que les annexes accompagnant les documents plus « politiques » qui circulaient par le canal du Grand Conseil.
90. Chacun étant désigné du nom de la province dont il avait la charge, en concurrence avec d'autres fonctions spécialisées : le détail est donné dans le *Da Qing huidian* (éd. 1899), *juan* 20-23. Voir aussi Marianne Bastid, « The structure of the financial institutions of the state in the late Qing », in S. Schram (ed.), *The scope of state power in China* (Londres/Hong Kong, SOAS/Chinese University, 1985), pp. 53-55.
91. Selon certaines sources, l'expertise comptable requise pourrait expliquer le succès originel des natifs de Shaoxing dans la mesure où la région bénéficiait d'une tradition mathématique florissante : cf. Cole, p. 112.

leur copie, leur transmission, les résumés qui en étaient faits, les navettes avec les gouvernements provinciaux pour discuter les points litigieux, tout cela suivait des règles précises et ne souffrant pas l'à-peu-près. Enfin, la familiarité avec le maquis des « précédents » établis au fil des règnes était essentielle pour gérer les tractations auxquelles donnaient lieu les propositions et les demandes d'autorisation soumises par l'administration territoriale sur toutes les questions fiscales et économiques. Il en allait évidemment de même dans les domaines de compétence des autres ministères : pour ne mentionner que l'exemple le plus notoire, la prolifération des précédents dans le domaine judiciaire rendait la tâche des spécialistes du ministère des Châtiments (*xingbu*) chargés d'examiner les appels et de contrôler le traitement des affaires criminelles particulièrement délicate⁹². En bref, ce type de travail ne pouvait être maîtrisé qu'au prix d'une longue pratique et au terme d'un apprentissage minutieux.

La question, dès lors, est de déterminer si le savoir-faire technique de ces soutiers de l'administration qu'étaient les clerks des bureaux du gouvernement central leur permettait de manipuler à leur guise les fonctionnaires en titre supposés les diriger et les présidents de ministères qui signaient leurs rapports et leurs conclusions⁹³. Ce n'est pas une question

92. Sur le processus d'élaboration, de confirmation et de formalisation de ces précédents (*li* étant le terme générique), voir l'ouvrage classique de Thomas Metzger, *The internal organization of Ch'ing bureaucracy*, chap. 3.

93. Il va de soi que la question se pose aussi au niveau des administrations locales ; mais c'est alors dans des termes un peu différents. La complexité des affaires à traiter dans les *yamen* sous-préfectoraux n'était pas la même et le travail était dispersé entre de multiples domaines de compétence, d'où une moindre facilité à monopoliser le pouvoir à l'échelon clérical. Dans presque toutes les provinces à l'époque des Qing, les clerks des *yamen* supérieurs (ceux de la capitale provinciale) étaient divisés en deux équipes qui alternaient tous les trois, quatre ou six mois : sur ce système (appelé *huanban*) destiné à repérer plus facilement les irrégularités dans les dossiers et dans les livres de compte, voir Miyazaki, « Shindai no risho to bakuyū », pp. 327-328. Enfin (et surtout), contrairement aux présidents des ministères et à leurs homologues, les fonctionnaires provinciaux pouvaient se faire aider par leurs « amis de tente », chargés précisément de contrôler les aspects techniques du gouvernement et de surveiller les clerks.

simple ; c'est en outre, me semble-t-il, un problème historique au sens où, même si la configuration générale n'a guère dû changer depuis la fin des Ming — fonctionnaires généralistes « de passage », personnel clérical spécialisé et stable —, sa mise en oeuvre et les résultats qu'elle donnait n'ont certainement pas été les mêmes à toutes les époques.

Cole cite sur l'envahissement des ministères par les clercs de Shaoxing plusieurs témoignages datant de la fin des Ming et du courant des Qing. Seuls deux d'entre eux, émanant de Shen Defu, un auteur de la première moitié du xvii^e siècle, parlent explicitement de manipulation. D'après le premier, les clercs de Shaoxing qui « infestent » le ministère des Finances contrôlent tous les documents qui circulent, se prévalent de leur supériorité en mathématiques, et considèrent leurs supérieurs comme des « marionnettes » (*mu'ou*) (p. 112). D'après le second, les fonctionnaires en charge des ministères sont des « pantins » (*kuilei*) dont les fils sont tirés par les clercs de Shaoxing qui peuplent l'administration (p. 115).

J'y ajouterai pour ma part un autre texte, datant lui de la fin des Qing, qui dit à peu près la même chose. Son auteur est un fonctionnaire du *hubu* nommé Li Ciming (1829-1895), par ailleurs lettré relativement prestigieux, originaire, précisément, de Guiji (c'est-à-dire Shaoxing), objet il y a une vingtaine d'années d'une fascinante étude — qu'on se serait attendu à voir figurer dans la bibliographie de Cole — intitulée *La vie d'un fonctionnaire métropolitain à la fin des Qing*⁹⁴. Bien que ce ne soit pas dit, je serais surpris que la « connection » n'ait pas joué dans sa

94. Zhang Dechang, *Qingji yige jingguan de shenghuo*, op. cit. La principale source de l'ouvrage est le journal de Li Ciming, le *Yuemantang riji*, publié en fac-similé en 1920, qui permet d'analyser la vie privée et publique du personnage de façon extraordinairement détaillée. Li Ciming fait l'objet d'une courte biographie dans Hummel, *Eminent Chinese*, p. 493, qui insiste surtout sur son prestige intellectuel et moral (c'était un membre éminent du *qingliu*, le « Parti des purs »). En revanche ce que Zhang Dechang extrait de son journal le montre essentiellement veule et jouisseur. Les deux éclairages ne sont pas contradictoires : ils nous rappellent simplement la difficulté à cerner toute réalité historique, fût-ce celle d'un individu qui a laissé d'abondants écrits derrière lui.

carrière. Reçu bachelier en 1850, puis « étudiant salarié » (*linsheng*), mais n'arrivant pas à poursuivre plus loin, Li achète en 1858 un poste de chef de bureau (*langzhong*) avec lequel il finira par entrer au ministère des Finances. Comme on l'a vu plus haut, les postes sont alors quasiment vendus aux enchères et Li a obtenu le sien, dont le « prix de catalogue » est de 9 500 taëls, sans déboursier plus de 815 taëls⁹⁵ ! Et sachant la concurrence suscitée par de tels rabais, il y a toute chance pour que son entrée au ministère des Finances se soit faite grâce à l'appui des clercs de Shaoxing, ses compatriotes, qui étaient en position de sélectionner les heureux acheteurs.

Li Ciming va rester au *hubu* de longues années, avec diverses interruptions et promotions. Voici ce qu'il a à dire de la situation des clercs et, plus généralement, de la vie professionnelle dans les bureaux de son administration :

À la capitale, ceux qui sont engagés comme assistants ou secrétaires dans la famille même d'un prince ou d'un duc gagnent au plus 4 ou 5 taëls par mois, alors que s'il s'agit de la maison d'un clerc⁹⁶ des ministères ou des cours⁹⁷ [le salaire] atteint couramment plusieurs dizaines de taëls. C'est que sous notre dynastie les clercs (*xuli*) se sont surnoisement emparés du pouvoir (*touqie quanshi*) ; ils manipulent les écritures et se jouent de la loi, décident dans leur cœur des choses grandes et petites [?]. On peut bien dire que le pouvoir suprême dans l'empire est détenu par ces vauriens habillés de noir et de basse extraction ! Les présidents des ministères et des cours ne sont pas

95. Ce qui est déjà une somme assez rondelette et l'a contraint à vendre une partie des terres de sa famille ; bien que rattachée à un clan influent de Guiji, celle-ci semble avoir été sérieusement sur le déclin au XIX^e siècle. Zhang Dechang montre comment tout au long de sa carrière Li Ciming court désespérément après l'argent pour maintenir le train de vie correspondant à sa culture et à ses relations. L'achat d'un poste, au prix de difficultés extrêmes, apparaît comme un investissement décisif, mais il n'en recueillera jamais beaucoup de dividendes.
96. *Lingli* : faut-il comprendre « chef-clerc », ou s'agit-il d'un terme de mépris ? Le dictionnaire de Morohashi ne donne qu'une référence pour le terme (empruntée au *Pipa ji*) et le traduit « petit valet ».
97. *Busi* : le mot « cour » (*si*) désigne ici un certain nombre d'administrations métropolitaines ayant un rang équivalent à celui des six ministères.

au courant des tâches incombant à leurs bureaux (*cao*) et se contentent de les laisser aux chefs de bureaux ; et ces derniers laissent faire les clerks. C'est pourquoi l'on fait la comparaison suivante à la capitale :

Les présidents sont les boeufs, les fonctionnaires des bureaux sont les rènes,

Secrétaires et clerks se servent et s'amuse sans nulle gêne !

Et cette comptine :

Le président est la carriole, les fonctionnaires des bureaux sont les mules,

Les clerks sont les cochers qui les manipulent !⁹⁸

Non plus des pantins, mais des bourriques. Je me demande pourtant s'il faut prendre ce témoignage, où l'aigreur est manifeste, au pied de la lettre. Un autre passage du même auteur propose une image nettement plus nuancée :

L'ancienne règle dans les ministères est la suivante : chaque bureau (*cao*) a un Mandchou comme responsable (litt. « détenteur du sceau », *zhangyin*) et un Chinois comme rédacteur (*zhugao*) : ce sont toujours des gens influents qui ont accumulé beaucoup d'ancienneté⁹⁹ ou qui ont passé les examens. Ensuite il y a un Mandchou comme responsable en second et un Chinois comme rédacteur assistant. Le ministère des Finances a aussi des fonctionnaires stagiaires (*xingzou*) travaillant pour le rédacteur et le rédacteur assistant. Les autres sont appelés « stagiaires sans affectation » (*san xingzou*). Les affaires sont entièrement décidées par le responsable et par le rédacteur. Bien que leurs assistants participent nominalemt aux décisions, on ne leur reconnaît pas le droit de dire oui ou non, les clerks rédigent les documents et ils se contentent de dire d'accord (*huanuo*). Quant à ceux qui sont en-dessous, ils ne connaissent que l'avis des clerks : quand [ceux-ci] leur intiment de donner leur accord, ils signent, sans oser demander de quoi il s'agit. Parfois le chef et le rédacteur portent un document au président du ministère pour le lui expliquer et ordonnent [aux fonctionnaires de rang inférieur] de les accompagner : ils les suivent alors en bon ordre et une fois dans le grand hall se tiennent à la queue leu leu en retenant leur souffle ; lorsque le chef en a terminé avec ses explications ils le suivent humblement [vers la sortie]. Pas un seul n'émet un mot. Le président ignore complètement qui est qui. Ainsi en va-t-il pour tous ceux qui ont récemment rejoint

98. *Journal* de Li Ciming, entrée de 1861, citée par Zhang Dechang, p. 33, n. 22.

99. *Jizi jiu* (et plus bas *jizi shen*), où je comprends *zi* au sens d'« ancienneté » comme dans *zige* ou *zikao*, plutôt que comme « fortune ».

un bureau, même si ce sont des académiciens Hanlin en détachement ou des rédacteurs du Grand Secrétariat avec une longue expérience. Alors quel qu'un qui a acheté sa charge de *langzhong*...¹⁰⁰

Ce texte que j'ai cité un peu longuement donne, me semble-t-il, une image plus juste (parce que moins hargneuse) de la façon dont les choses se passaient dans les ministères. L'influence des clercs y paraît surtout jouer au niveau subalterne, les chefs de bureau exerçant effectivement leur pouvoir de décision et discutant des affaires avec la présidence du ministère. Ce dont se plaint ici Li Ciming, c'est plutôt du rôle de potiches, au mieux d'auxiliaires de secrétariat, réservé aux « nouveaux », à tous ces stagiaires qui touchent des salaires infimes¹⁰¹ et dont le poids professionnel n'est pas bien grand comparé à celui des clercs installés dans la place depuis de longues années. Les clercs contrôlaient la routine — et ils étaient par là en position d'aider ou de gêner un grand nombre de gens¹⁰² — mais les hauts bureaucrates placés à la tête des administrations centrales gardaient la maîtrise des décisions politiques, celles dont la discussion passait aussi par les gouverneurs provinciaux, par le Grand Conseil et par l'empereur (ou la régence)¹⁰³.

100. Ce qui est le cas de notre auteur, encore « stagiaire » à l'époque de ces lignes.

Entrée du *Journal* datée de 1867, citée in Zhang Dechang, p. 15.

101. Voir là-dessus les détails dans Zhang Dechang, *op. cit.* L'un des grands thèmes du livre est la contradiction entre la faiblesse des revenus des petits fonctionnaires métropolitains et le coût de la *dolce vita* à laquelle ils consacrent une grande partie de leurs énergies dans une ville qui, pour eux en tout cas, continue d'être un « paradis » au milieu d'un empire en plein chaos.

102. Et aussi, cela va sans dire, de gagner beaucoup d'argent. L'une de leurs sources de revenu tolérées, sinon réglementaires, était les commissions qu'ils touchaient des *yamen* provinciaux pour les autorisations de dépense (ou approbations de budget, *zouxiao*), commissions génériquement appelées « frais de ministère » (*bufei*) ; il leur était dès lors tentant de multiplier les contestations et les navettes, comme les en accusait par exemple l'empereur Yongzheng : voir Miyazaki, « Shindai no shori to bakuyū », pp. 344-345.

103. Peut-on rappeler ici que le Grand Conseil était le seul organisme dans toute la bureaucratie des Qing où il n'y avait pas de personnel clérical : même les

Telle est encore plus l'impression qu'on a dans la première moitié des Qing en parcourant les sources de toute nature. Certes, dans les débats techniques qui émaillent la vie administrative, la bureaucratie des ministères représente plutôt le côté conservateur, les suggestions de réforme venant en général des hiérarchies provinciales qui opèrent sur le terrain, quand ce n'est de l'empereur lui-même¹⁰⁴ ; mais la forme et la nature même de ces débats excluent que cette attitude traditionnellement conservatrice puisse ne refléter rien d'autre que le blocage d'un personnel subalterne agrippé à ses intérêts et à son monopole des « précédents ». Aussi bien ne faut-il pas oublier que ces précédents, ce n'étaient pas les clercs mais les échelons supérieurs de la bureaucratie qui les élaboraient et qui les sanctionnaient.

La dimension « historique » du problème est donc la suivante : il ne paraît guère discutable que de la fin du xvr^e siècle aux dernières années de l'empire les clercs de Shaoxing ont maintenu et probablement élargi leur mainmise sur le cadre des personnels subalternes des ministères, en particulier celui des Finances et celui des Châtiments¹⁰⁵. À tout le moins les indications rassemblées par Cole ne suggèrent-elles guère de solution de continuité dans ce que j'ai appelé l'effet boule de neige de la « Shaohsing connection ». Si l'on considère en revanche le *pouvoir* effectivement exercé par les clercs sur le fonctionnement du système, ce n'est peut-être pas un hasard si les témoignages où ils sont décrits comme manipulateurs d'une hiérarchie régulière composée de « pantins » datent de la fin des Ming (ceux cités par Cole) et de la fin des Qing (ceux cités à l'instant, en tout cas le premier), autrement dit de périodes de décrépitude politique et de blocage institutionnel. En l'absence de documents impliquant le même type de sujétion pendant la période qui s'étend en gros de 1670 à 1840 — et je n'en ai pour le moment pas

tâches de copie et d'archivage étaient confiées à des fonctionnaires de plein droit, les *zhangjing*.

104. Voir par exemple Marianne Bastid, « The structure of the financial institutions of the state in the late Qing », p. 61.

105. Il serait intéressant de savoir ce qu'il en était du ministère de la Fonction publique (le *libu*) où étaient gérées les carrières des fonctionnaires, dont chaque étape était obligatoirement sanctionnée par l'empereur.

rencontré —, il faudra bien admettre que la bureaucratie centrale n'a pas toujours été le ramassis d'incapables et d'indifférents décrit par certaines sources.

C'est, soit dit en passant, une des raisons pour lesquelles je ne pense pas qu'on puisse accepter telle quelle la généralisation formulée par certains historiens de l'école dite de Kyôto, selon qui le gouvernement chinois à l'époque « moderne » (*kinsei*, c'est-à-dire depuis les Song), bien qu'en théorie confié aux lettrés-bureaucrates (*shidafu*), était en réalité exercé en leur nom par les clercs¹⁰⁶. Cette idée, notons-le, est la même que celle proclamée en son temps par Gu Yanwu, pour qui « Aujourd'hui le pouvoir des fonctionnaires a été confisqué (*duo baiguan zhi quan*) et tout revient aux clercs ; c'est le cas de le dire : l'appellation de "fonctionnaires" est vide de sens et ceux qui contrôlent l'empire, ce sont les clercs et personne d'autre (*bing guo zhe, lixu er yi*) ! »¹⁰⁷. Là est précisément le problème : le temps de Gu Yanwu est celui de la chute des Ming, et toute sa réflexion politique vise à en comprendre et en analyser les causes. Ce n'est pas que la question des abus de l'échelon clérical ait cessé de se poser après la relative remise en ordre des institutions opérée par les Qing : elle est effectivement inséparable de la configuration politique mise en place à l'époque des Song. La différence est que sous les premiers règnes des Qing le problème de la survie et de la consolidation du régime est trop aigu pour qu'une abdication comme celle que dénonce Gu Yanwu soit concevable.

106. Voir par exemple Miyazaki Ichisada, « Shori no baibi o chûshin to shite », pp. 146-147 ; ou Saeki Tomi, « Shindai ni okeru zashô no kenin », in Saeki, *Chûgoku shi kenkyû* (Kyôto, Tôyôshi kenkyûkai, 1971), p. 379 ; ou encore, du même, l'introduction à son glossaire des termes du *Fuhui quanshu* (*Fukkei zensho goi kai*, Kyôto, Dôbôsha, 1975), p. 1. Selon Saeki (et de même Miyazaki dans sa préface à l'index de Kyôto mentionné *supra*, note 10), les manuels de fonctionnaires seraient essentiellement consacrés aux moyens de contrôler les clercs et le petit personnel.

107. Cf. *Rizhiliu jishi* (éd. Shijie shuju, Taipei, 1974), 8/187. C'est à la page suivante qu'on trouve l'affirmation célèbre (citée et discutée par Cole, p. 115) suivant laquelle les comptables (*xusuan*), c'est-à-dire les clercs, des « treize bureaux » du ministère des Finances sont « tous des gens de Shaoxing ».

La démarche d'empereurs comme Kangxi et surtout Yongzheng a consisté à chercher les moyens réglementaires de contenir ces abus (même si c'était parfois sans trop y croire)¹⁰⁸, et plus encore à choisir des bureaucrates qui eussent le minimum d'énergie et de compétence pour ne pas se laisser manipuler. « Trouver les hommes » plutôt que « trouver les méthodes », j'ai déjà fait allusion à cette alternative.

Le problème de la compétence reste à vrai dire à étudier de près (et il va de soi qu'il ne se pose pas seulement à Pékin et dans les ministères). L'argument bien connu, et qu'on n'a pas attendu le xx^e siècle pour formuler, selon lequel la préparation aux examens dits « confucéens » ne formait pas les fonctionnaires à leur futur métier, n'a qu'un intérêt limité. En dehors des emplois, précisément, subalternes et étroitement spécialisés, c'est la formation générale et théorique des futurs administrateurs de la société et de l'économie qui est d'abord prise en compte dans la quasi totalité des systèmes, tant traditionnels que modernes : la maîtrise du cadre intellectuel et des grandes options, une aptitude à dominer rapidement les tenants et les aboutissants des domaines spécialisés et à faire travailler efficacement les techniciens (à ne pas être dominé par eux).

C'est en gros ce qu'apprenaient les lettrés chinois les plus orientés vers le service de la société : d'abord à travers leurs études, qu'on le veuille ou non, lesquelles érigeaient en référence un certain nombre de comportements, de valeurs éthiques et de grands principes sur les responsabilités des gouvernants¹⁰⁹ ; et ensuite par imprégnation de la

108. Sur Yongzheng, voir Miyazaki, « Shindai no rissho to bakuyū », pp. 345-347.

109. Miyazaki (« Shori no baibi o chūshin to shite », p. 164) insiste sur le divorce croissant entre les idéaux de plus en plus élevés en matière de comportement personnel, familial et public proposés par le néo-confucianisme, et la dégradation progressive du comportement des lettrés depuis les Song. Qu'il y ait eu une bonne dose d'hypocrisie va de soi, mais je crois que les références demeuraient, prêtes à être réactivées si les circonstances s'y prêtaient. Le cas des grands réformateurs du xix^e siècle est là pour nous le rappeler (mais ce n'est pas le seul) : un Zeng Guofan, un Zuo Zongtang ou un Hu Linyi se plaçaient au niveau le plus élevé des exigences éthiques et politiques formulées par la tradition, ce qui ne les empêchait pas d'être remarquable-

culture politico-administrative dans laquelle ils vivaient. Il faut en effet garder à l'esprit que les problèmes de gouvernement les plus concrets étaient débattus dans les cercles les plus divers, que les membres de la *gentry* étaient associés à toutes sortes d'entreprises para-administratives dans leurs localités d'origine (en matière de travaux publics, d'enseignement, d'administration de la famine, de développement agricole, etc.), et enfin que beaucoup de titulaires des examens passaient de longues périodes pendant lesquelles ils se voyaient assigner diverses tâches administratives « à l'essai » avant de toucher leur premier poste. Le degré de compétence technique acquis par la suite, et la nature même de cette compétence, dépendaient non seulement de leurs goûts et de leurs talents, mais aussi de leurs profils de carrière — lesquels étaient à leur tour influencés par l'expérience acquise et les résultats obtenus. En bref, on ne nommait pas n'importe quel généraliste n'importe où et pour le diriger ailleurs au moment où il commençait à dominer son sujet.

En ce sens une étude approfondie des fonctionnaires passant par les ministères serait utile : de leur origine, du temps qu'ils passaient dans un poste donné, de la façon dont ils étaient évalués et notés, mutés, promus, etc... Je ne serais pas surpris que l'envahissement du système par la vénalité des postes après 1850 — les nominations et promotions étant accordées en priorité et de façon quasi systématique à ceux qui « contribuent » —, sans parler de la corruption généralisée qui semble s'être développée parallèlement, surtout après la prise de pouvoir de l'impératrice douairière¹¹⁰, aient complètement dénaturé le processus. Peut-être le problème historique est-il aussi là : analyser le passage de ce qu'on pourrait appeler une corruption à bas bruit, obligée de composer avec les

ment inventifs et ouverts à l'innovation dans leur pratique administrative — sinon bien sûr « révolutionnaires » d'une quelconque manière.

110. Corruption sur laquelle l'ouvrage de Zhang Dechang jette une lumière assez crue : aucun poste intéressant (c'est-à-dire rémunérateur) ne peut être obtenu sans verser le dessous-de-table approprié aux dignitaires de la cour qui détiennent la réalité du pouvoir. Voir notamment pp. 20-21, 223. (L'expression dessous-de-table s'impose d'autant mieux qu'apparemment beaucoup de choses étaient arrangées au cours de ces banquets qui rythmaient la vie de plaisirs des fonctionnaires de Pékin.)

procédures légales (et rationnelles) de gestion de la bureaucratie, à une corruption sans garde-fou et s'étalant sur la place publique. C'est certainement un processus complexe, et dans lequel il ne faut pas nécessairement faire un sort au tournant de 1850 : que penser, par exemple, des deux dernières décennies du XVIII^e siècle pendant lesquelles Heshen, le favori du vieil empereur Qianlong, exerce une quasi dictature sur l'appareil d'État ? En quoi le système de corruption qui s'est instauré alors est-il différent, ou proche, de celui qui a fleuri sous le règne de Cixi ?

*

Mais revenons à notre « connection ». On a vu plus haut que les « amis de tente » (*muyou*) des magistrats, et cela vaut pour l'ensemble des fonctionnaires provinciaux, occupaient une position clé sur le plan de la compétence technique. Leur rôle était de faire profiter leur patron d'un savoir spécialisé qu'il risquait de maîtriser insuffisamment, surtout lorsqu'il débutait dans la carrière, et tout à la fois de le protéger contre les manœuvres d'obstruction de ces *autres* dépositaires de la compétence en matière de quotidien administratif qu'étaient les clercs et secrétaires travaillant dans les « six bureaux » du *yamen*¹¹¹. Là encore le point crucial était la familiarité avec les précédents, la capacité à maîtriser les formes de la rédaction administrative et les procédures de la correspondance officielle.

Cole a des pages extrêmement intéressantes sur les *muyou*. Dès le début des Qing apparemment le métier de *muyou* était connu comme une spécialité des gens de Shaoxing, lesquels lui ont donné aussi bien ses lettres de noblesse que, semble-t-il dans un second temps, sa réputation douteuse. L'homme qui s'est un peu imposé comme le saint patron des *muyou*, Wang Huizu, était originaire de Xiaoshan (l'un des trois *xian* centraux de Shaoxing)¹¹², et Cole montre comment s'expriment et

111. Les domaines de compétence de ces six bureaux (*liufang*) étaient les mêmes que ceux des six ministères à la capitale.

112. Rappelons que Wang a exercé trente-cinq ans les fonctions de secrétaire privé avant de devenir lui-même magistrat. Le *Zuozhi yaoyan* (Recettes

s'illustrent chez lui les deux versants de la profession : le versant « confucéen » — le gentilhomme qui travaille pour le bien public, qui est traité avec respect par son patron¹¹³ et qui se retire de lui-même en cas de désaccord —, et le versant « utilitaire » — le lettré qui a raté les examens et acquiert un savoir spécialisé pour se placer sur le marché du travail. De même signale-t-il la faveur intellectuelle dont jouissent le légisme et les études juridiques à Shaoxing (le droit étant la spécialisation majeure des *muyou*), dont on peut trouver la trace chez des célébrités locales telles que Huang Zongxi ou Zhang Xuecheng¹¹⁴.

Le problème est que la spécialisation inséparable du métier de secrétaire privé ne se révèle pas seulement un investissement utile pour les lettrés pauvres en quête d'un moyen de gagner dignement leur vie. Pour un certain nombre de *muyou* la filière passe par Pékin et par les ministères. Les clercs dont il vient d'être longuement question jouent en effet auprès des fonctionnaires des ministères un rôle qui peut se comparer, au moins pour ses aspects techniques, à celui que remplissent ailleurs les secrétaires privés¹¹⁵. Aussi n'est-il pas rare qu'un fonctionnaire métropolitain nommé dans un poste provincial prenne à son service, comme *muyou* cette fois, un de ces subordonnés dont il a pu apprécier pendant son passage au ministère la science en matière de règlements administratifs, et dont les contacts dans son administration d'origine lui seront de la plus grande utilité. L'influence des gens de

pour aider au gouvernement, 1785) est, comme son nom l'indique, écrit à l'usage des secrétaires privés, de même que sa suite le *Xu zuozhi yaoyan*. En revanche le *Xuezhì yishuo* et sa suite (le *Xuezhì xushuo*) traitent des fonctions de magistrat. L'un comme l'autre n'en étaient pas moins des livres de chevet pour les fonctionnaires en titre.

113. Et même comme un « maître » : la fonction semble avoir son origine dans celle de précepteur privé. Le terme désignant le salaire d'un *muyou* est *shuxiu*, comme pour les précepteurs privés.

114. La culture juridique qui caractériserait Shaoxing a aussi son versant négatif : la région passe pour requérir des fonctionnaires particulièrement aguerris à cause de l'habileté procédurière de ses habitants. Cf. le texte de 1727 cité par Cole, p. 122.

115. Les fonctionnaires des ministères n'avaient pas le droit d'avoir des secrétaires privés.

Shaoxing ne peut qu'en sortir renforcée, et aussi, à en croire certains textes, leur arrogance.

Le problème le plus critique, me semble-t-il, est cependant autre. C'est de déterminer et de situer historiquement les conditions dans lesquelles ont pu s'édifier des réseaux de *muyou* fonctionnant en concurrence avec la hiérarchie officielle des fonctionnaires et de connivence avec la hiérarchie officieuse des clercs de *yamen*. La notion même de réseau est incompatible avec ce qui est censé faire la spécificité des secrétaires privés : leur indépendance et leur dévouement exclusif à leur employeur¹¹⁶. Et pourtant l'apparition de cliques de *muyou* dont les membres sont voués aux intérêts du groupe et de son chef, plutôt qu'à ceux de leurs patrons respectifs, semble découler de certaines de leurs fonctions propres. Je pense en particulier au fait que les secrétaires privés des fonctionnaires haut placés (gouverneurs, trésoriers provinciaux, préfets...) sont chargés de préparer les réponses aux missives et rapports venant du bas de la hiérarchie¹¹⁷ ; du coup, les fonctionnaires des échelons inférieurs cherchent, pour faciliter les relations avec leurs supérieurs, à recruter comme conseillers des protégés des précédents ; et ces derniers se trouvent dès lors en position de constituer et de contrôler une sorte de hiérarchie *bis*, analogue à celle des clercs par qui passent les communications entre les différents *yamen*. La prééminence des gens de Shaoxing dans la profession de *muyou* n'est pas la cause de ce phénomène, mais elle l'accompagne et le nourrit. Incidemment, le fait de parler le même dialecte (compréhensible par eux seuls) semble avoir joué un rôle non négligeable dans l'édification de ce qui a fini par

116. Miyazaki, « Shindai no risho to bakuyû », p. 339, compare cet idéal à celui du chevalier redresseur de torts (*yixia*).

117. Voir là-dessus Miyazaki, *ibid.*, pp. 330, 338 : « proposer une réponse » se dit *ni pi*, *pi* étant en quelque sorte le « rescrit » du fonctionnaire supérieur aux correspondances émanant de ses subordonnés ; de même, les membres du Grand Secrétariat « proposent un rescrit » (*ni zhi*) à l'empereur en réponse aux mémoires qui lui sont adressés. J'ai souligné plus haut l'importance accordée par Huang Liuhong à la qualité des correspondances adressées par les magistrats à leurs supérieurs et à l'accueil qui leur est réservé.

ressembler à une mafia, avec sinon ses rites, du moins son savoir-faire secret, jalousement protégé, auquel les fonctionnaires en titre étaient bien obligés de faire appel.

Un degré supplémentaire est atteint lorsque les cliques ainsi constituées fonctionnent non seulement comme des réseaux d'influence et de « placement », mais encore (et toujours à l'instar des réseaux de clercs ou de fonctionnaires) comme des organisations servant à faire circuler l'argent vers le haut. Probablement les deux aspects sont-ils rarement dissociables. Cole signale au passage (n. 94 p. 207) une anecdote dont le début mérite d'être cité *in extenso* :

L'intendant Ren Xiaotang, [dont le *zi* était] Zhiling et qui était originaire de Shanyin [donc de Shaoxing], avait commencé par étudier les vues de Shen [Buhai] et Han [Feizi]¹¹⁸, puis était longtemps resté secrétaire privé au Hunan. La plupart des secrétaires privés des préfets et sous-préfets [de la province] étaient ses disciples (*mentu*). La règle (*li*) pour les secrétaires privés est que lorsque le maître (*shi*)¹¹⁹ recommande un disciple à quelqu'un, le disciple lui reverse une partie du salaire mensuel qu'il touche dans ses fonctions. C'est là une coutume (*xi*) constante, et même les plus vertueux n'y échappent pas. C'est pourquoi Ren avait un revenu annuel tout à fait considérable, et qu'il en vint à édifier une fortune de plusieurs centaines de milliers [de taëls], accumulant terres et maisons, achetant des belles femmes comme concubines, vivant dans le luxe le plus extravagant, tel un « prince sans titre » (*sufeng*)¹²⁰.

118. Autrement dit les légistes. Le terme *Shen Han zhi xue* désigne couramment les études juridiques qui étaient la spécialité des *muyou* de Shaoxing. Le texte dit ici *Shen Han jiyuan*, où *jiayan* (« opinion partisane ») a peut-être une connotation critique.

119. Les secrétaires privés sont souvent appelés *shiyue*, terme qui sert aussi à désigner les clercs des ministères...

120. Le terme, qui remonte au *Shiji*, désigne un richard dont le train de vie est comparable à celui d'un seigneur féodal. La suite du texte parle de la générosité de Ren Xiaotang envers ses esclaves et serviteurs ; celle-ci est en fait le sujet de l'anecdote, classée dans la section « esclaves » et non dans la section « secrétaires privés ». Cf. *Qingbai leichao* (rééd. Taipei, 1966), 82/22.

La question est, une fois de plus : quand ? L'anecdote n'est pas datée, mais elle se situe certainement dans la seconde moitié du XIX^e siècle¹²¹, comme d'ailleurs la quasi totalité des références citées par Cole relativement aux « alliances verticales » entre secrétaires privés. Et pourtant le phénomène doit être plus ancien que cela : il est déjà dénoncé dans un mémoire de 1736, et Ji Yun, un fonctionnaire actif pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, fait état des « secrets » que les *muyou* se transmettaient l'un à l'autre¹²². Simplement, il m'apparaît essentiel de faire la différence entre une situation où de telles pratiques sont un dérapage, probablement inévitable dès les origines, mais ne mettant pas fondamentalement en cause la contribution originale de la profession de secrétaire privé à l'équilibre général du système, et un contexte où elles sont en quelque sorte structurelles, où la contamination du cadre des *muyou* par les moeurs bureaucratiques en fait un rouage parmi d'autres au sein d'une machinerie vouée en priorité à son autoperpétuation et à son enrichissement.

La transition d'un état à l'autre n'est pas aisée à cerner, et elle n'est certainement pas datable de façon tranchée. Si l'on tient absolument à donner des dates, ce ne peut être que pour les termes extrêmes de l'évolution : on aurait d'un côté un état de « fraîcheur » originelle (Miyazaki) correspondant plus ou moins à l'orée du règne Yongzheng, et de l'autre une corruption et un factionnalisme généralisés correspondant aux dernières décennies de l'empire et signifiant la dissolution *de facto* de la profession de secrétaire privé dans l'univers des gens de gouvernement. Entre les deux, seule l'accumulation patiente de bribes d'information peut aider à saisir l'*ethos* dominant à telle ou telle époque, à saisir aussi les évolutions en termes fonctionnels.

121. Ne serait-ce que par sa place à l'intérieur du chapitre, arrangé chronologiquement comme chacune des sections du *Qingbai leichao*. Noter aussi le titre d'« intendant » (*guan* *cha*, désignation familiale des *daotai*) conféré au personnage : comme il n'a apparemment pas de rang académique on peut imaginer qu'il s'est acheté, comme tant d'autres à la fin des Qing, un poste d'« intendant en attente ».

122. Cf. Miyazaki, « *Shindai no shori to bakuyû* », p. 339. Ji Yun (1724-1805) est surtout connu pour les responsabilités qu'il a exercées dans le projet du *Siku quanshu*.

Dans l'attente d'informations plus précises on pourra au moins mentionner, comme point de départ, un témoignage qui suggère une sorte de basculement pendant le dernier tiers du xviii^e siècle. Il s'agit d'un passage fameux de Wang Huizu, cité par Cole à la suite d'autres auteurs, dans lequel Wang souligne le contraste entre la dignité, la loyauté et l'acharnement au travail des *muyou* à l'époque où lui-même se lançait dans la carrière (c'est-à-dire au début des années 1750), et le cynisme, l'affairisme et l'esprit de clique qui se seraient répandus à partir des années 1770¹²³.

Je crois ce témoignage important, ne serait-ce qu'en raison de la personnalité de son auteur : on peut être sûr que Wang Huizu connaissait admirablement le milieu (après tout il était de Shaoxing !), et le texte est trop précis, y compris dans la façon dont il date les étapes de l'évolution qu'il déplore, pour qu'on puisse le considérer comme simple bougonnement de la part d'un « ancien » pour qui les temps ne sont plus ce qu'ils étaient. Il permettrait de dater de façon relativement précise dans l'histoire des Qing le moment à partir duquel le carriérisme et la duplicité ont été perçus comme des traits dominants, et non plus des traits déviants, dans un groupe occupant une position particulièrement sensible au sein de l'édifice bureaucratique et péri-bureaucratique.

III

A dire vrai cette date n'est pas pour nous surprendre. Même si les fortunes de la dynastie ont continué d'être dûment célébrées jusqu'au difficile réveil au lendemain de la disparition de Qianlong (1799), la décennie 1770-1780 apparaît rétrospectivement, et à bien des égards, comme un point tournant. Je me contenterai de mentionner deux faits parmi beaucoup d'autres, très éloignés en apparence, mais qui ont été rapprochés dès cette époque.

123. Cf. *Xuezhi yishuo*, 2b-3a ; Cole, p. 123, citant Balazs [en français, *Bureaucratie céleste*, p. 284], lui-même reprenant David Nivison, « Ho-shen and his accusers : ideology and political behavior in the eighteenth century » (in Nivison et Wright, eds., *Confucianism in action*, Stanford, Stanford University Press, 1959), pp. 216-217.

Le premier est la décision prise par Yu Minzhong pendant la période (de 1773 à sa mort en 1780) où il dominait le Grand Conseil et était le ministre le plus puissant de l'empire, d'abolir la règle non écrite mais, semble-t-il, scrupuleusement suivie, selon laquelle les grands conseillers ne pouvaient entretenir de relations que strictement professionnelles avec les autres membres de la bureaucratie, à l'exclusion des contacts privés ou simplement mondains¹²⁴. Ce faisant il introduisait et sanctionnait au plus haut niveau — celui des véritables « décideurs » directement associés à l'empereur — les pratiques de népotisme, de recommandation et de trafic d'influence qui étaient le pain quotidien des bureaucrates mais auxquelles ces derniers étaient jusque là obligés de s'adonner avec un minimum de prudence et de discrétion. Il ne fait guère de doute que la mise en place du réseau dominé par Heshen depuis le Grand Conseil a été rendue possible par cette nouvelle situation¹²⁵.

Le second fait est le scandale retentissant qui éclate dans la province du Gansu en 1781. Cette année-là en effet, des envoyés du trône chargés de réprimer une rébellion musulmane et, par la même occasion, de jeter un oeil sur les finances de la province, découvrent l'existence depuis quelques années d'un véritable *racket* sur les contributions reçues en faveur des greniers publics et les fonds alloués pour secourir les victimes de famines qui s'avèrent avoir été fictives. Le fait remarquable dans

124. Cf. R. Kent Guy, *The emperor's four treasuries : scholars and the state in the late Ch'ien-lung era* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1987), pp. 84-85 ; et Fu Zongmao, *Qingdai junjichu zuzhi ji zhizhang zhi yanjiu* (Taipei, Jiashin shuini gongsi wenhua jijinhui, 1967), pp. 244-245. Ce dernier soupçonne cependant que déjà Fuheng (beau-frère de Qianlong et chef du Grand Conseil dans les années 1760) n'était pas totalement innocent, même si l'on affirmait qu'aucun fonctionnaire « extérieur » n'aurait osé aller frapper à sa porte. Sur Yu Minzhong (1714-1780), une sorte de lettré-bureaucrate idéal puisqu'il était natif du Jiangsu et avait été reçu premier à l'examen du *jinshi*, voir Hummel, *Eminent Chinese*, pp. 942-944.

125. Fu Zongmao, *op. cit.*, p. 245, insiste néanmoins sur le fait que même dans le cas de Heshen il s'agissait d'un comportement « individuel », alors qu'à la fin des Qing les trafics d'influence entre les grands conseillers et le reste de la bureaucratie étaient devenus d'une totale banalité et s'étaient étalés au grand jour.

cette affaire est qu'il ne s'agissait pas d'un ou de quelques fonctionnaires corrompus, mais de la bureaucratie d'une province entière, ou peu s'en fallait, avec le trésorier provincial comme cerveau et le gouverneur général du Shaanxi-Gansu (dont le siège était à Lanzhou) comme couverture¹²⁶. Une telle conspiration, restée cachée de la cour pendant plusieurs années, eût été impensable vingt ans plus tôt ; elle montre que les contrôles et les garde-fou qui avaient proliféré dans le système n'étaient plus capables d'empêcher un fonctionnaire habile et bien placé de mettre à profit les réseaux informels, calqués sur la hiérarchie officielle, par où circulaient depuis longtemps aides et cadeaux, pour monter un véritable « coup ». Les complicités devaient d'ailleurs remonter plus haut : c'était précisément Yu Minzhong qui avait en 1774 fait le siège de l'empereur Qianlong pour que les contributions privées (*juanjian*) en faveur des greniers publics, abolies depuis plusieurs années dans toutes les provinces en raison des abus dont elles étaient la cause, fussent rétablies au Shaanxi-Gansu. Bien qu'apparemment aucune connexion directe n'ait pu être établie, Qianlong lui attribua à titre posthume une large responsabilité dans le scandale.

Cela dit, l'histoire de la moralité publique à l'époque des Qing, et ce qui nous intéresse plus, celle des capacités du système à gouverner le pays, ne saurait en aucun cas être réduite à un modèle simple efficacité-basculement-décadence, car trop de niveaux et trop d'éléments entrent en jeu. Évoquant à la fin de la première partie le problème de la qualité de l'administration sous-préfectorale, je parlais d'un équilibre subtil entre une multiplicité de facteurs : c'est en fait à un véritable exercice d'équilibrisme que fait songer le maintien de l'ordre et de la prospérité dans un empire aussi immense et avec des moyens humains, financiers et techniques aussi réduits. Équilibrisme entre les tendances centrifuges

126. Pour un résumé de l'affaire, voir Hummel, *Eminent Chinese*, p. 100. J'en ai donné un récit plus circonstancié dans P.-E. Will et R. Bin Wong, *Nourish the people : the civilian granary system of the Qing dynasty* (Ann Arbor, University of Michigan Center for Chinese Studies, sous presse), chap. 7. Et voir tout récemment, pour un exposé hautement détaillé, Yang Huai-zhong, « Shiba shiji de Gansu maozhen an », Ningxia shehui kexueyuan minzu zongjiao yanjiusuo, 1989.

de tout l'appareil subalterne et privé qui entourait et relayait les fonctionnaires et les exigences de l'organisation centralisée et rationalisée à laquelle ces derniers appartenaient ; entre le projet de gouverner à l'économie, en ne prélevant qu'une toute petite partie de la richesse nationale, et les conduites aberrantes auxquelles ne pouvaient manquer de mener les salaires dérisoires payés à la poignée de représentants patentés de l'État¹²⁷ ; entre les faiblesses inévitables de la nature humaine et les performances pour ainsi dire surhumaines qui étaient attendues des bureaucrates désignés par le pouvoir central...

Ce dernier point déjà permet d'introduire la discussion. Je l'ai dit plus haut, et c'est une évidence, à quelque époque que l'on se place on peut être certain que seule une minorité de magistrats possédaient l'habileté, la force de caractère, l'énergie physique, etc., requises pour tenir en main la masse de leurs subordonnés et les faire travailler efficacement. Quelle minorité ? C'est d'autant moins mesurable que rares sont les fonctionnaires locaux sur lesquels nous disposons d'autres renseignements que quelques formules convenues. Si l'on excepte le nombre infime de magistrats qui ont laissé des écrits circonstanciés sur leur expérience (en général sous forme de manuels), on en est pratiquement réduit aux indications fragmentaires dispersées dans l'immense *corpus* des monographies locales. Ainsi apprendra-t-on au fil des chapitres que tel sous-préfet s'est illustré en construisant un dispositif hydraulique, en réorganisant le recensement, en mobilisant les forces locales pour combattre une famine, en éradiquant le banditisme, en décourageant les chicaneurs (les « avocassiers ») qui entretiennent les tensions sociales, et ainsi de suite, mais qu'en est-il de la routine ? Les listes de magistrats incluses dans toutes les monographies, parfois agrémentées de courtes notices sur leur administration, peuvent tout au plus suggérer une idée de l'histoire administrative d'une localité donnée, avec ses

127. Pour un Miyazaki (« Shori no baibi o chûshin to shite », p. 167), cette question des salaires est un peu au centre de tout : il y aurait une sorte de corrélation inverse entre leur niveau (toutes choses égales par ailleurs) et le niveau de corruption et d'inefficacité. Je pense que le problème est plus complexe que cela.

hauts et ses bas, et encore le contenu de ces notices n'est-il pas toujours indépendant des circonstances et de la date de compilation d'une édition¹²⁸.

Bien que ces diverses indications ne soient aucunement quantifiables, on retire malgré tout de la masse de la documentation l'impression que si le système pouvait survivre, et occasionnellement donner d'assez bons résultats, c'était grâce précisément à cette minorité d'activistes qui, tels Huang Liuhong et quelques autres, se faisaient une haute idée de leur fonction, se jetaient à corps perdu dans le travail, n'avaient pas froid aux yeux, et possédaient les qualités de commandement indispensables pour ne pas être rapidement débordés par leurs subordonnés. Les fonctionnaires de qualité ordinaire, dont on peut penser qu'ils formaient une sorte de « marais » majoritaire¹²⁹, profitaient des efforts des précédents et, surtout préoccupés de leur propre sécurité de carrière, maintenaient le système en équilibre instable, tandis qu'une minorité de fonctionnaires cyniques et corrompus, ou simplement incapables, laissaient se développer désordres, abus, et déficits¹³⁰.

128. Le magistrat qui a patronné la compilation d'une nouvelle édition risque naturellement d'être traité de façon particulièrement avantageuse. Lorsqu'on parcourt la liste des magistrats dans l'édition 1693 de *Dongguang xianzhi*, par exemple, on trouve une appréciation élogieuse mais brève sur Huang Liuhong (5/9a) ; son successeur (5/9a-b) est crédité de réalisations beaucoup plus nombreuses (dont « la suppression des abus dans l'administration », ce qui impliquerait que tout n'était pas parfait après le passage de Huang...) ; mais c'est un certain Bai Weiji (5/9b), arrivé en poste en 1689, qui est présenté comme le véritable fonctionnaire d'exception qu'aurait connu Dongguang, plusieurs textes relatifs à ses bienfaits apparaissant par ailleurs dans l'ouvrage : or, c'est lui qui l'a « composé » (*xiu*), autrement dit en a dirigé la compilation !

129. C'est ce que suggère Watt, un des auteurs les mieux informés des problèmes d'administration locale à la fin de l'empire : cf. « Leadership criteria in late imperial China », pp. 30-31.

130. Peut-être vaut-il de rappeler que, pour qui cherche à se faire une idée un peu contrastée de ce milieu beaucoup plus hétérogène qu'on pourrait le penser, il existe en plus des sources « sérieuses » auxquelles je viens de faire allusion une vaste littérature anecdotique qui a l'avantage de livrer quelque chose de l'*image* de la bureaucratie dans le public. Outre le *Qingbai leichao*,

Tel est du moins le profil type, celui qui pourrait caractériser une période comme le XVIII^e siècle. Il va de soi qu'une quantité de facteurs intervenaient pour le gauchir et le faire évoluer, que je ne puis ici qu'évoquer rapidement.

Le premier est la qualité de la hiérarchie et de l'impulsion venue d'en haut. C'est surtout vrai (mais pas seulement) des gouverneurs et gouverneurs généraux, lesquels constituent sous les Qing, plus encore qu'à d'autres époques, un maillon essentiel dans la structure administrative globale. Leurs carrières et leurs travaux sont suivis de près par l'empereur, qui les considère comme ses obligés¹³¹ et qui entretient directement avec eux une correspondance suivie dont une grande partie nous a été conservée¹³² : c'est le fameux système des « mémoires de palais » retournés à leurs auteurs munis de la réponse autographe de l'empereur, créé par Kangxi et systématisé par son successeur Yongzheng. Or, de même qu'on connaît un certain nombre de magistrats exceptionnels, il y a sous les Qing une pléiade de gouverneurs activistes dont beaucoup se révèlent à travers leurs mémoires comme de grands professionnels de l'administration et qui, à l'instar d'un Yongzheng ou d'un Qianlong ne cessant de les houspiller et de leur arracher des informations, tentent inlassablement de mobiliser la hiérarchie placée sous leurs ordres pour

déjà cité, je conseillerais la lecture parfois fort divertissante du *Qingdai lizhi congtan*, une série d'anecdotes extraites des « histoires non officielles » (*yeshi*) et autres *biji*, publiée en 1936 par un certain Wu Chengqiao (rééd. Taipei, Wenhai chubanshe, coll. Jindai Zhongguo shiliao congkan, ser. 12).

131. Pour la qualité particulière, « personnalisée » et d'une certaine manière extra-bureaucratique des relations entre l'empereur et les gouverneurs, voir Philip A. Kuhn, « Views of bureaucracy : some Ch'ien-lung data », communication présentée au Modern China Seminar, Université Columbia, 1987.

132. Dans des sources publiées comme les *shilu* (sous forme généralement abrégée), les collections imprimées de mémoires, ou les recueils d'auteurs ; et bien sûr dans les archives métropolitaines, qui contiennent une masse considérable de « mémoires de palais » tant en originaux qu'en copies. L'équivalent pour les fonctionnaires locaux (les rapports adressés à leurs supérieurs) est, malheureusement, beaucoup plus difficile à trouver.

améliorer l'efficacité du gouvernement et impulser le développement économique¹³³.

Là encore on peut supposer que la combinatoire du bon et du médiocre déterminait dans une large mesure la performance globale de l'administration, les hauts fonctionnaires territoriaux les plus efficaces et les plus dévoués définissant en quelque sorte une norme, un niveau d'exigence par rapport auxquels les autres étaient contraints de se situer — et par rapport auxquels ils étaient jugés, tant par l'opinion que par le pouvoir central ; mettant aussi en place un certain nombre de procédures et d'institutions — d'innovations, dont la période n'est pas chiche — qui permettaient au système de s'adapter au changement socio-économique.

Soit dit en passant, cette fonction motrice, je dirais même vitale, quasi structurelle, qui est celle de l'exception (par opposition à la routine) joue au niveau non seulement des hommes, mais aussi des actions entreprises. Quoique disposant de moyens limités et laissant en temps normal un large espace d'autonomie aux différents secteurs de la société et de l'économie, la bureaucratie des Qing — en tout cas celle du « long xviii^e siècle » — était aussi capable de concentrer ses ressources, ses personnels et ses énergies pour mener à bien, lorsque les circonstances l'exigeaient, des opérations de grande ampleur répondant à la vocation première et légitimatrice de l'État traditionnel, celle de protéger et de « nourrir » ses sujets. Je pense naturellement aux grandes entreprises d'« administration de la famine » (*huangzheng*), dont je crois avoir démontré l'efficacité et l'organisation impressionnantes¹³⁴, et qui présentaient à cette époque l'originalité de reposer sur un socle réglementaire extrêmement précis et parfaitement rodé. Or, bien loin de

133. A cet égard le favori des historiens de la période pourrait bien être Chen Hongmou (1696-1771), lequel a mené sous le règne de Qianlong une carrière brillante et infatigable de gouverneur dans de nombreuses provinces et possède sur la plupart de ses collègues l'avantage d'avoir laissé dans ses œuvres complètes, le *Peiyuantang oucun gao*, une masse considérable d'écrits administratifs de toutes sortes ; ces derniers témoignent chez leur auteur d'une compétence et d'un sens de sa mission assez exceptionnels. Mais il est loin d'être le seul.

134. Cf. P.-E. Will, *Bureaucratie et famine en Chine au 18^e siècle*, op. cit.

n'être que l'application mécanique de cette réglementation, ces opérations (du moins les plus importantes d'entre elles) étaient l'occasion d'une mobilisation massive de la hiérarchie administrative, d'une activité frénétique à tous les échelons, d'un effort tout à fait exceptionnel pour contrôler les relais subalternes, et enfin d'une subordination systématique des détenteurs coutumiers du pouvoir socio-économique — qu'ils fussent notables ou marchands — aux représentants de l'État.

De telles entreprises offraient une rare occasion de briser la routine, de tenter de tirer l'ensemble du corps bureaucratique vers le haut en le contraignant à se modeler sur les idéaux de dévouement, de « compassion » et de désintéressement qu'en temps normal, nous l'avons vu, seule une élite érigée en modèle pratiquait au jour le jour. Mais il convient aussi de souligner, puisque l'on se préoccupe ici des facteurs de gauchissement de ce qui peut apparaître comme la configuration type à l'apogée des Qing, que les conditions matérielles (indépendamment des conditions politiques ou d'un « enthousiasme » plus difficile à cerner) grâce auxquelles de tels efforts étaient concevables n'ont existé que pendant une durée limitée. A partir d'une période se situant *grosso modo* au tournant du XIX^e siècle, les surplus financiers qui permettaient à l'État de secourir ses sujets sont venus à manquer, alors même que l'accroissement démographique et la dégradation de l'environnement multipliaient les risques de crises de subsistances.

Il va de soi que ces évolutions — qu'il convient pour des analyses précises de situer soigneusement dans le temps et dans l'espace, puisque aussi bien l'empire ne forme jamais un tout homogène — ont eu un impact beaucoup plus général sur les conditions de fonctionnement de la bureaucratie. Pour reprendre l'hypothèse du magistrat d'exception qui peut au moins espérer à force d'ingéniosité et d'énergie contrôler son appareil administratif et tenir en main sa circonscription, et même y apporter du progrès, il est clair qu'une population double, une activité économique en proportion, une compétition accrue pour le contrôle de ressources plus fragiles, signifie plus de conflits et de procès, plus de problèmes d'infrastructure, des difficultés accrues pour tenir le compte des hommes et des terres, une plus grande masse de travail administratif, donc une prolifération du petit personnel hors quota, et ainsi de suite. En

d'autres termes, les surhommes capables de dominer de telles situations se font de plus en plus rares, s'ils ne disparaissent complètement...

Peut-être est-ce là — sous réserve d'inventaire — ce qui s'est passé à partir de la fin du xviii^e siècle. Cela n'entraîne pas que l'administration locale ait sombré sans rémission dans l'anarchie et l'impuissance. Je dirais plutôt que les conditions de la délégation du pouvoir ont progressivement changé, et qu'elles l'ont fait au détriment de la superstructure officielle. Dans ce qu'un auteur n'hésite pas à analyser comme un système de gouvernement par « sous-traitance »¹³⁵, les moyens de garantir les résultats et de contrôler les conditions de réalisation des tâches déléguées à toute une série d'intermédiaires (clercs de *yamen*, serviteurs personnels et « disciples » [*mensheng*]¹³⁶ chargés de diverses missions, chefs de village, guildes de marchands, notables prenant sous leur responsabilité le paiement de l'impôt par leur communauté [*baolan*]...) sont allés en diminuant. Parallèlement, les inconvénients inhérents à ce type de procédure sont devenus plus évidents : abus perpétrés au détriment de la population, retards et irrégularités dans les « livraisons », détournements de fonds (les déficits fiscaux se généralisent à la fin du règne de Qianlong et vont rester l'obsession du gouvernement central pendant tout le xix^e siècle).

L'évolution esquissée ci-dessus se traduit à la fois par une incontestable baisse de rendement des échelons coutumiers ou sub-administratifs auxquels sont traditionnellement sous-traitées de multiples tâches, et par une *dévolution* croissante des missions de l'État au profit (ou à la charge) de ce qu'on est convenu d'appeler les élites locales ; les

135. Cf. Leif Littrup, « Local administration in Ming and early Qing — a case of subcontracting ? », in R.P. Kramers (ed.), *China: continuity and change* (Université de Zurich, 1982), pp. 99-109. Miyazaki, « Shindai no risho », p. 324, use du mot *ukeou*, qui exprime à peu près la même chose, pour caractériser les rapports entre les fonctionnaires et les clercs en chef.

136. Il s'agit de lettrés qui bien souvent paient un « pas-de-porte » au fonctionnaire pour être admis dans son entourage et être chargés de missions lucratives. Ce sont donc des gens d'un statut plus respectable que celui des serviteurs personnels (*jiaren*), mais infiniment moins respectés que les secrétaires privés (*muyou*). Cf. Miyazaki, « Shindai no shori to bakuyû », pp. 332-333.

entreprises charitables (orphelinats, secours, soupes populaires, réhabilitation d'infrastructures, etc.) n'en sont que l'aspect le plus visible. Je n'insiste pas sur ces faits, qui ont été analysés par de nombreux spécialistes du XIX^e siècle, sinon pour souligner deux points : d'une part, cette dévolution, dont l'une des causes reste la croissance démographique sans croissance corrélative de l'État, a contribué tant bien que mal à maintenir un minimum de cohésion et de stabilité dans le corps social alors que les moyens de l'appareil bureaucratique ne cessaient d'être érodés ; d'autre part, elle a posé de sérieux problèmes lorsque la construction d'un État fort est apparue comme une réponse *sine qua non* aux défis du monde moderne.

Le dernier facteur de gauchissement de la configuration type a été abondamment évoqué dans les pages qui précèdent et je n'y reviens donc que brièvement : c'est le problème des financements parallèles et de la corruption. On a vu que le système et surtout ses acteurs ne peuvent opérer sans avoir accès à des fonds dont la circulation échappe complètement au contrôle du pouvoir central et dont l'origine est ce que les auteurs anglo-saxons appellent le *squeeze*, c'est-à-dire les surcharges, commissions et autres pourboires imposés aux contribuables des sous-préfectures en sus des impôts réglementaires ; la circulation non légale d'argent se fait de bas en haut, le flux étant activé de proche en proche par les demandes des différents échelons de la hiérarchie, lesquelles émanent à la fois des fonctionnaires en titre, de leur entourage, et du personnel subalterne sans statut bureaucratique.

La rationalisation tentée avec un succès indéniable, encore qu'éphémère, par l'empereur Yongzheng se cantonnait au cadre de la bureaucratie régulière : les surcharges légalisées et formalisées serviraient à verser aux fonctionnaires des salaires réels leur permettant de payer leur cabinet et leur équipe sur leur revenu légal et rendraient par là inutiles les « aides » coutumières. En réalité ce système a trouvé rapidement ses limites. On peut y voir au moins deux causes immédiates, d'ailleurs partiellement liées. La première est le besoin, objectif même si certains avaient tendance à l'exagérer, d'équipes de plus en plus nombreuses et compétentes (donc chères) pour aider les fonctionnaires en titre à se sortir de leurs multiples tâches et à surveiller le travail du personnel

administratif subalterne ; outre les dysfonctionnements et les abus de pouvoirs qui en résultaient¹³⁷, cette contrainte dévorait tous les revenus licites des fonctionnaires et les contraignait à en trouver d'illicites.

Or — et c'est la seconde cause — l'une des raisons de ce coût galopant des entourages privés des fonctionnaires est l'élévation rapide du niveau de vie et la hausse des prix qui se poursuivent jusqu'aux premières décennies du xix^e siècle. Et non seulement du niveau de vie, mais du *style* de vie. On connaît les imprécations contre le goût du luxe et de la dépense qui se serait répandu dans des secteurs de plus en plus larges de la société pendant toute la durée du xviii^e siècle. Pour nous en tenir à deux auteurs dont il a été beaucoup question dans cette étude, Huang Lihong (fin du xvii^e siècle) note à un moment (1/5b [78]) que « ces dernières années il y a eu très peu de mondanités »¹³⁸, et d'une manière générale ne s'attarde guère sur les problèmes de train de vie du magistrat et de son entourage. Wang Huizu (fin du xviii^e siècle) en revanche, dans un paragraphe intitulé « Il faut faire preuve de retenue dans l'usage de ses moyens financiers » (*yong cai yi jie*), critique ses collègues qui engloutissent des sommes énormes pour s'habiller non seulement eux, mais leurs proches et leur suite, avec un luxe inouï, sans parler du charroi et des banquets¹³⁹. Se déplacer avec de vastes « mai-

137. Chargés en principe de surveiller le personnel subalterne et de protéger leur patron contre ses irrégularités (dont ce dernier était tenu pour responsable par ses supérieurs), les serviteurs personnels et autres « disciples » tendaient en fait à se substituer aux membres de ce personnel et à les soumettre à divers chantages. Miyazaki, « Shindai no risho to bakuyû », p. 334, compare cette situation à celle des eunuques par rapport à la bureaucratie régulière sous les Ming. Il mentionne aussi (p. 337) le cas d'un fonctionnaire de l'époque Jiaqing qui avait réussi à se passer pratiquement de *jiaren* : les clercs auraient été si heureux de ne pas avoir à les subir qu'ils auraient mis un terme à leurs propres exactions ! Assurément un de ces surhommes dont nous avons parlé...

138. Djang ajoute : « because of hard times », ce qui est l'idée mais n'est pas dans le texte...

139. *Xuezhì yishuo*, 41b-42a. Wang pose la question : « Le [seul] salaire du fonctionnaire peut-il y suffire ? » On ne saurait mieux user de la litote.

sons » est d'ailleurs un de ces signes extérieurs de richesse sans lesquels la plupart des bureaucrates de la fin du XVIII^e siècle penseraient déroger : certains hauts fonctionnaires provinciaux en ont plusieurs centaines avec eux. Notons enfin que les salaires des aides privés, notamment ceux des *muyou*, lesquels ont une compétence précise à vendre, répondent aux lois du marché et suivent la hausse du coût de la vie. Le contraste est total avec ceux des fonctionnaires, immuables depuis l'établissement des « indemnités d'intégrité » sous le règne de Yongzheng¹⁴⁰.

La construction bureaucratique impériale est structurellement instable parce qu'elle est, dans sa conception même, potentiellement ouverte à l'enrichissement occulte et aux trafics d'influence. On a toujours admis comme incompressibles un minimum de *squeeze*, d'« aides » et de cadeaux¹⁴¹, et de ce fait les procédures d'appel, de contrôle et de sanction qui existaient théoriquement n'ont jamais eu d'autre validité que celle que voulaient bien (et pouvaient politiquement) leur conférer les empereurs, leurs ministres de confiance et les hauts fonctionnaires provinciaux. Je crois qu'au XVIII^e siècle cet équilibre instable s'est avéré incapable de résister aux effets sociaux et politiques de ce que dans le contexte on peut bien appeler une conjoncture de *boom* — la croissance quantitative et la marchandisation accélérée de l'économie, l'élévation rapide du niveau de vie dans les couches supérieures de la société (et pas seulement elles), le caractère de plus en plus démodé de ce qui dans un texte comme le *Fuhui quanshu* apparaît un peu comme une culture de la pauvreté. A cet égard — et à quelques autres — les observateurs de la

140. Après Yongzheng l'idée de revaloriser les salaires des fonctionnaires est toujours restée une sorte de tabou. Bien que le problème ait été clairement formulé au début du XIX^e siècle (en 1799 et à nouveau en 1820), la cour a chaque fois reculé devant la réorganisation des budgets et de la fiscalité qu'il aurait fallu envisager et a préféré attribuer déficits et irrégularités à des causes purement morales. Voir là-dessus James Polachek, « Literati groups and literati politics in early nineteenth-century China », Thèse PhD, Berkeley, Université de Californie, 1976, pp. 38-47.

141. Et dans ce « on » s'incluent par leurs écrits un Huang Liuhong ou un Wang Huizu, modèles d'intégrité et d'efficacité s'il en fut, et tant d'autres comme eux.

scène chinoise contemporaine qui auront eu la patience de lire ces pages ne devraient pas s'y sentir si dépaysés. Savoir si les rapprochements qu'on peut être tenté de faire sont de nature systémique ou culturelle est une question que je n'aborderai pas ici.

Les besoins nouveaux et les tentations à quoi se trouvaient confrontés tous ceux qui gravitaient autour de l'État — fonctionnaires grands et petits, entourages privés, personnel subalterne d'exécution — ont déterminé un gonflement sans précédent des flux de richesses irriguant le système de bas en haut en dehors de tout contrôle. Mieux (ou pire), le souci de profiter plus efficacement de ces flux a favorisé, comme on l'a vu plus haut, l'établissement de complicités et le développement de réseaux entre des groupes qui, dans la structure idéale, auraient dû demeurer discrets : clercs et *muyou*, *muyou* dépendant de différents patrons, clercs attachés à différents *yamen*, fonctionnaires et clercs des *yamen* supérieurs ou des ministères, et ainsi de suite — la combinatoire est inépuisable. De ce fait, les garde-fou institués (et en fait multipliés) à l'intérieur du système ont perdu la plus grande partie de leur efficacité, tandis que les tentatives désespérées de remise en ordre et les efforts parfois fort lucides pour faire face aux problèmes nouveaux posés à l'empire se heurtaient au cynisme, à l'indifférence ou à la démoralisation. C'est ce que l'histoire du XIX^e siècle illustre abondamment.

J'admets que tout cela est assez général. Il me semble pourtant que la confrontation de données précises et de problèmes délimités comme ceux auxquels j'ai fait allusion dans les deux premières parties de cet essai avec le « modèle » suggéré dans les pages qui précèdent peut avoir son intérêt. Il ne s'agit point tant de tester ce modèle, que je crois valide et qui en tout état de cause n'a rien d'excessivement original. La recherche des conditions concrètes, localisées, opératoires de fonctionnement de l'administration impériale à laquelle j'appelais en introduction est en revanche le seul moyen de le retourner, si je puis dire, à l'histoire, ne serait-ce qu'en mettant en lumière toutes les variantes et tous les écarts qu'il admet. Les périodes de gouvernement efficace ont leurs incapables, leurs corrompus et leurs combinards. Les périodes de crise et de décadence ont leurs héros réformateurs et leurs fonctionnaires modèles. La question est de savoir comment chaque type se situe par

rapport au système global dans une conjoncture donnée, de mesurer les possibilités qui lui demeurent ouvertes.

Enfin, l'analyse de situations et d'évolutions précises peut aider à faire un sort aux grandes généralisations qu'on rencontre encore sur deux millénaires de bureaucratie impériale¹⁴². Certes, la très longue durée a ses vertus et les Chinois sont connus pour leur conscience historique et leur goût du précédent reculé ; mais les deux siècles et demi d'une dynastie constituent déjà une fort longue période, beaucoup trop longue pour être caractérisée en bloc. Il me semble important de retrouver un temps plus dense, plus proche du vécu socio-politique — que ce dernier soit quotidien ou à l'échelle de quelques générations.

Caractères chinois

Bai Weiji 白為璣
bangshu 幫書
baojia 保甲
baojie 保結
baolan 包攬
biji 筆記
bing guo zhe, lixu er yi
柄國者吏胥而已
bufei 部費
busi 部寺
buyi 捕役

cai 才
cao 曹
changli xiaobao 常例小包
changsui 長隨
Chen Hongmou 陳宏謀
chengshi shangsi 承事上司
chong 衝

Da Qing huidian (shili)
大清會典(事例)
daji 大計

142. Les Han avaient un vrai grand gouvernement confucéen, les Tang n'étaient pas mal non plus, les Song étaient un peu faibles et trop littéraires, les Ming décadents et incapables, quant aux Qing, c'étaient des Mandchous... Et tout ces empires immobiles, ces Fils du Ciel pompeux, ce mandarinat sentencieux...

dangyu 黨羽

danqi 單騎

daotai 道台

de fa 得法

de ren 得人

dianshi 典史

difang haogun 地方豪棍

Dongguang 東光

duo baiguan zhi quan

奪百官之權

fan 繁

Fang Guancheng 方觀承

Feng Guifen 馮桂芬

Fuheng 傅恆

Fuhui quanshu 福惠全書

ge lougui 革陋規

gongfei 公費

gongshi 工食

gong qi changli 貢其常例

Gu Yanwu 顧炎武

guancha 觀察

guanfu zhi zuoyou

官府之左右

guanzhen 官箴

Guiji 會稽

guli wuyu 孤立無與

Hai Rui ji 海瑞集

haoxian 耗羨

Heshen 和紳

hexi 和息

huanban 換班

Huang Liuhong 黃六鴻

Huang Zongxi 黃宗羲

huangzheng 荒政

huanuo 畫諾

hubu 戶部

huiyi 迴避

huohao 火耗

Ji Yun 紀昀

jiading 家丁

jianguì bufa zhi tu

奸詭不法之徒

jiansheng 監生

jiaren 家人

jin caoshou 謹操守

Jingshutang 敬書堂

jin guanfang 謹關防

Jinshen quanshu 摺紳全書

jiugui 舊規

jizi jiu 積資欠

jizi shen 積資深

juan zi 捐資

juanna 捐納

Juezhi quanlan 爵秩全覽

juwo jidao 巨窩積盜

kaocheng 考成

kuilei 傀儡

kuishang tuyi 餽上土宜

laoshi tongzi 老實童子

langzhong 郎中

li (précédent) 例

li (clerc) 吏

- li (moyens) 力
Li Ciming 李慈銘
Li Fu 李紱
Li Mutang yu Taian ge shu
李穆堂與泰安各屬
li pin 立品
liangzhang 糧長
libu 吏部
lijia 里甲
lilai changgui 歷來常規
lingli 令吏
linsheng 廩生
Liu Heng 劉衡
Liu Lianfang li song shi tiao
劉簾旂理訟十條
Liubu chengyu zhujie
六部成語註解
liufang 六房
lixu 吏胥
liyi 隸役
lizhang 里長
lougui 陋規

meique 美缺
mengbi 蒙蔽
mensheng 門生
mentu 門徒
mufu 幕府
Mulingshu chao 牧令書鈔
mu'ou 木偶
Muxue juyao 幕學舉要
muyou 幕友

na qi yueqian 納其月錢
nan 難
ni pi 擬批
ni zhi 擬旨

Obata Yukihiro 小畑行簡
painian 排年
Peiyuantang oucungao
培遠堂偶存稿
pi 疲
pin 品

qi dao 蟬盜
qiangu 錢穀
qiangjie 強劫
qiangruo 強弱
qin 親
Qingbai leichao 清蟬類鈔
qingliu 清流
qinmin 親民
Qiushizhai congshu
求實齋叢書
qu 取
quezhu 缺主

Ren Xiaotang 任筱棠
Rumu xuzhi 入幕須知

san xingzou 散行走
shangshou 上壽
Shanyin 山陰
Shaoxing 紹興
Shen Defu 沈德符
Shen Han jiayan 申韓家言

Shen Han zhi xue 申韓之學
 shengyuan 生員
 shi 式
 shi 識
 shi 師
 shiye 師爺
 shidafu 士大夫
 shuqie 鼠竊
 shuxiu 束脩
 songshi 訟師
 su hao chong pi 素號衝疲
 sufeng 素封
 sui li suo ru 歲例所入

Tancheng 鄭城
 tangguan 堂官
 tanggui 堂規
 tidu 提督
 tiexie 貼寫
 touqie quanshi 偷竊權勢
 touyi 頭役

ukeou 請負

Wan Weihuan 萬維瓏
 Wang Huizu 汪輝祖
 wubei 武備
 wugao 誣告
 wu yi xiangjian 無以相見

xi 習
 xiangyue 鄉約
 Xiaoshan 蕭山
 Xie Jinluan 謝金鑾

Xie Tuigu juguan zhiyong 謝退谷居官致用
 xingbu 刑部
 xingming 刑名
 xingzou 行走
 xinren 信任
 xiu 修
 Xue zhi yishuo 學治臆說
 Xue zhi xushuo 學治續說
 xuli 胥吏
 xusuan 胥算

yanglianyin 養廉銀
 yaoque 要缺
 yayi 衙役
 yeshi 野史
 yi gong ji gong fei shi huantuo 以公濟公非實宦橐
 yi zei ye 亦賊也
 yixia 義俠
 yizhong Huimin 一種回民
 yong cai yi jie 用財宜節
 you ke bu bi ge zhe 有可不必革者
 Yu Minzhong 于敏中
 yu qing mai fa 鬻情賣法
 Yuemantang riji 越縵堂日記
 zeidao 賊盜
 zhai 宅
 Zhang Chu 章楚
 Zhang Xuecheng 章學誠
 zhangjing 章京
 zhangyin 掌印
 zhilizhou 直隸州

Zhongshutang 種書堂
Zhu Yuanzhang 朱元璋
zhuandou 轉斗
zhufangying 駐防營
zhugao 主稿
zige 資格

zikao 資考
zouxiao'an 奏銷案
zuoting shengming zhi bailie
坐聽聲名之敗裂
zuoza 佐雜
Zuozhi yaoyan 佐治藥言